Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 6 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°693 ■

Contribution

SITUATION DU MARCHÉ BANCAIRE ALGÉRIEN À FIN 2024

Les principaux constats et les défis à relever

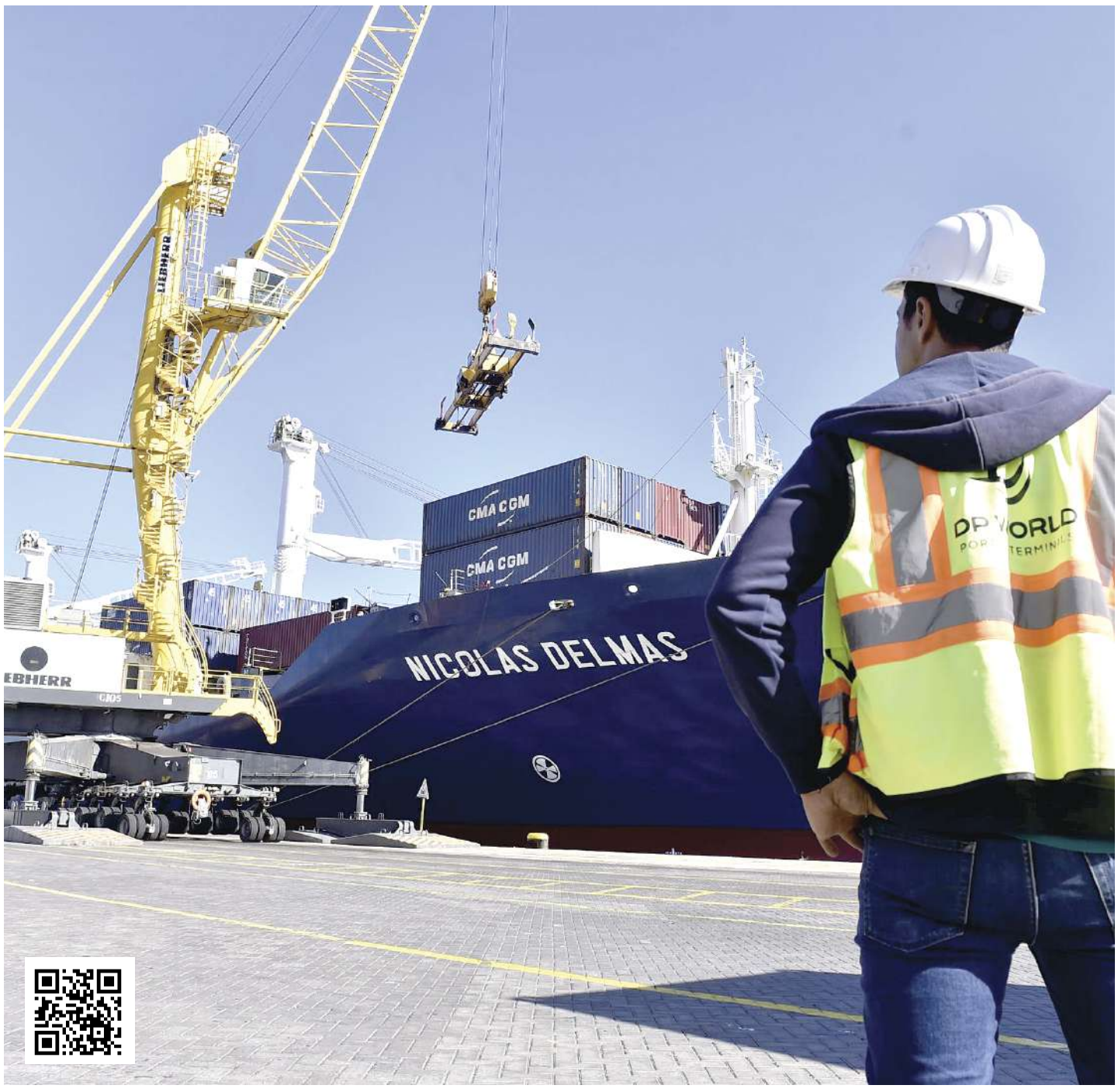
3e partie et fin

Par Rachid Sekak P 5

COMMERCE EXTÉRIEUR AU 1ER TRIMESTRE 2025

Un déficit de 269,3 milliards de DA

Le commerce extérieur de marchandises de l'Algérie a connu au premier trimestre 2025 une dégradation significative, marquée par un recul des exportations, une forte hausse des importations et un déficit commercial, rompant avec la tendance excédentaire observée un an plus tôt. P 3



INDUSTRIE MILITAIRE

Un levier stratégique pour le développement national

L'Algérie poursuit avec détermination le développement de son industrie militaire, en misant sur un modèle national de production intégré, fondé sur un transfert technologique maîtrisé et une main-d'œuvre qualifiée. C'est ce qu'a affirmé le Général Tayeb Latrache, directeur général du Groupement de Promotion de l'Industrie Mécanique (EPIC-GPIM), dans un entretien accordé avant-hier à la radio nationale «Chaîne III », au sujet des grandes étapes et des ambitions de ce secteur stratégique.

P 2

ENQUÊTE DE L'ONS SUR L'INDUSTRIE

Des perspectives favorables pour le deuxième trimestre

L'enquête de conjoncture réalisée par l'Office national des statistiques (ONS) auprès des chefs d'entreprises industrielles révèle une situation différenciée selon les secteurs pour le premier trimestre 2025.

P 3

TRANSPORT

Remise en service de 12 trains "Coradia"

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, hier à Mascara, la remise en service de 12 trains "Coradia" sur un total de 17 trains hors service au niveau du réseau ferroviaire national, tandis que les 5 restants sont en cours de réparation et seront bientôt opérationnels.

P 3

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

Le ministère de la Santé appelle au strict respect des mesures préventives P 2

ORIENTATION DES NOUVEAUX BACHELIERS

Plus de 65 % des étudiants optent pour les sciences et technologies P 16

SURPASSANT TOUTES LES CLASSES D'ACTIFS

Les prix de l'or en hausse de 29% en 2025 P 4

LUTTE CONTRE
LES FEUX DE FORÊTS

Le DG de la Protection civile entame la 2e phase des visites d'inspection

Par R E.

Le Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Boughelaf, a entamé, ce mardi, à l'Ouest du pays, la seconde phase des visites de travail et d'inspection pour s'enquérir de l'organisation et de l'efficacité des dispositifs dédiés à la lutte contre les feux de forêts, indique un communiqué de cette institution. Cette seconde phase concernera, deux jours durant, les wilayas de Chlef, Relizane et Mascara et vise principalement à "évaluer l'état de mobilisation des ressources humaines et matérielles, notamment les colonnes mobiles, les détachements de renfort aux interventions des feux de forêts, ainsi que les moyens aériens dédiés à l'extinction des incendies", précise la même source. La première phase de ces visites s'est déroulée du 19 au 23 juillet dernier et a concerné plusieurs wilayas de l'Est du pays (Tarf, Khenchela, Oum El Bouaghi, Constantine, Bejaia). Lors de ces déplacements, le Colonel Boughelaf, accompagné de directeurs centraux, supervisera également les unités principales et opérationnelles, les centres opérationnels de coordination, ainsi que les postes avancés de lutte contre les incendies implantés à proximité des zones forestières. Il inspectera également les équipements techniques spécialisés, tels que les plates-formes numériques de gestion des feux de forêts, les dispositifs de surveillance des plages et les systèmes de gestion des catastrophes, tout en donnant "des orientations concrètes aux directeurs et responsables locaux, en vue de renforcer la réactivité, améliorer la coordination intersectorielle et accroitre l'efficacité des interventions", ajoute le communiqué. A cette occasion, la Direction générale de la Protection civile "réaffirme, avec détermination, son attachement à la préservation du patrimoine forestier, ainsi qu'à la protection des populations et des biens et invite l'ensemble des citoyens à demeurer vigilants, à signaler immédiatement tout départ d'incendie et à respecter rigoureusement les consignes de prévention et de sécurité".

INDUSTRIE MILITAIRE

Un levier stratégique pour le développement national

L'Algérie poursuit avec détermination le développement de son industrie militaire, en misant sur un modèle national de production intégré, fondé sur un transfert technologique maîtrisé et une main-d'œuvre qualifiée. C'est ce qu'a affirmé le Général Tayeb Latrache, directeur général du Groupement de Promotion de l'Industrie Mécanique (EPIC-GPIM), dans un entretien accordé avant-hier à la radio nationale «Chaîne III », au sujet des grandes étapes et des ambitions de ce secteur stratégique.

Par Selma R.

En effet, l'intervenant a rappelé que dès 1974, les hautes autorités de l'État ont ordonné la mise en place d'une structure dédiée à la création d'une industrie de défense nationale. Cette orientation s'est concrétisée par la création, dans les années 1980, de quatre complexes militaires spécialisés dans la fabrication d'explosifs, d'armements légers, de munitions et d'équipements vestimentaires pour l'Armée nationale populaire (ANP).

En 2008, une réorganisation structurelle a donné naissance aux EUMIC (Établissements publics à caractère industriel et commercial), placés sous la gestion de conseils d'administration et soumis au contrôle de commissaires aux comptes.

Pour asseoir durablement cette industrie, l'Algérie a adopté un modèle basé sur des partenariats technologiques et industriels, affirme le Général Tayeb Latrache, DG de l'EPIC-GPIM. L'objectif de cette stratégie est de garantir l'autonomie progressive, tout en assurant un transfert de savoir-faire dans des domaines de haute technologie.

Cela a permis notamment la localisation de la production, d'abord par l'assemblage de kits (SKD), puis par l'intégration complète d'organes comme les carrosseries, ponts et systèmes de transmission, à l'image du complexe de Nemer à Khenchela.

Des collaborations ont vu le jour avec des partenaires allemands, italiens et autres, donnant lieu à l'implantation d'unités de production de véhicules blindés, d'hélicoptères et d'équipements militaires de pointe.

Le secteur militaire joue un rôle structurant dans l'économie algérienne. À ce jour, 11 établissements publics et près de 20 filiales emploient plus de 30 000 personnes, selon le général Latrache, expliquant que l'industrie de défense ne se limite pas aux besoins militaires : elle alimente aussi le marché civil, notamment en véhicules utilitaires, vêtements professionnels, substances chimiques ou encore équipements d'intervention en cas de catastrophes naturelles.

Elle participe également à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, à la réduction du chômage, et à l'enrichissement du tissu industriel national dans plusieurs régions, notamment à Tiaret, Rouïba et Constantine.

Recherche, intelligence artificielle et exportation

Le partenariat technologique et industriel développé en Algérie avec les partenaires du secteur économique de l'Armée nationale populaire repose sur trois axes principaux : la signature de contrats de partenariat, la formation spécialisée et le transfert de technologie, a-t-il expliqué.

Ce dispositif a permis la création de quatre instituts de formation, notamment à Constantine et à Tiaret, encadrés par des Algériens formés à l'étranger chez les partenaires technologiques. Ces cadres qualifiés assurent désormais la formation locale, dira-t-il.

Le ministère de la Défense nationale dispose également d'une direction dédiée à la Recherche et Développement, qui œuvre à l'amélioration continue des équipements de production existants et à l'intégration de technologies avancées, y compris l'intelligence artificielle, dans une logique de veille et de modernisation technologique. L'objectif principal de cette stratégie industrielle est la satisfaction des besoins nationaux par la réduction des importations. Toutefois, une ouverture à l'export est prévue grâce à l'accompagnement des partenaires étrangers pour accéder à des marchés internationaux et valoriser l'excédent de production.

À travers ce modèle intégré et souverain, l'Algérie confirme sa volonté de se doter d'une industrie militaire robuste, capable de répondre aux défis de la défense nationale, tout en jouant un rôle actif dans le développement économique et social du pays.

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

Le ministère de la Santé appelle au strict respect des mesures préventives

Le ministère de la Santé a appelé, mardi dans un communiqué, les citoyens au strict respect des mesures préventives et d'hygiène pour éviter les cas d'intoxication alimentaire, et ce de l'achat du produit d'alimentation jusqu'à sa consommation. Appelant à davantage de vigilance et de responsabilité, le ministère a insisté sur le respect strict de l'ensemble des mesures de prévention, notant que "toute négligence pourrait provoquer des intoxications alimentaires graves". Pour se prémunir contre ces dangers, le ministère a appelé à prendre une série de mesures lors des opérations d'achat, en "évitant notamment l'achat de produits exposés directement à l'air libre et au soleil, en particulier les produits sensibles dont le pain, l'eau minérale, les œufs, les boissons gazeuses et les produits laitiers", tout en "vérifiant la date de péremption des produits laitiers et en conserve notamment".

Le ministère a également recommandé de ne pas acheter des boîtes gonflées ou déformées, étant un signe d'une probable altération de son contenu. S'agissant de la conservation et du stockage, le ministère a insisté sur l'importance de s'assurer que les produits sensibles (viandes, poissons, œufs, dérivés du lait, pâtisseries) soient conservés dans des conditions de réfrigération adéquates avant leur acquisition, tout en conservant au réfrigérateur les produits périssables juste après l'achat. Il est également déconseillé de recongeler un aliment après décongélation. Il s'agit également de s'assurer de la qualité des pâtisseries, tout en évitant leur exposition à la chaleur avant consommation". Par ailleurs, le ministère recommande de "consommer les plats froids immédiatement après leur préparation, en évitant de les laisser à température ambiante plus d'une heure. Il est ainsi conseillé de les préparer et de les consommer le même jour".

Concernant l'hygiène générale et l'hygiène personnelle, le ministère de la Santé a souligné l'importance de "se laver les mains régulièrement notamment avant et après les repas, de bien laver les fruits et légumes avant de les consommer, d'éviter les restaurants et fast-foods qui ne respectent pas les règles d'hygiène générale et de ne pas consommer les sauces préparées à l'avance ou dont on ignore l'origine, voire conservées dans de mauvaises conditions". La saison estivale est par excellence "la période des intoxications alimentaires en raison de la hausse des températures qui accélère le rythme d'accumulation des germes et bactéries notamment pour les aliments périssables", a-t-on précisé. Le ministère a souligné que les regroupements de masse durant la saison estivale, à l'instar des centres de vacances, camps d'été, restaurants saisonniers et autres des salles de fête, constituent le fief des transmissions de maladies en cas de non respect des règles d'hygiène, rappelant qu'un aliment peut devenir toxique en cas de non respect de la chaine de froid, d'utilisation de produits périmés ou de préparation dans un environnement insalubre.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

COMMERCE EXTÉRIEUR AU 1ER TRIMESTRE 2025

Un déficit de 269,3 milliards de DA

Le commerce extérieur de marchandises de l'Algérie a connu au premier trimestre 2025 une dégradation significative, marquée par un recul des exportations, une forte hausse des importations et un déficit commercial, rompant avec la tendance excédentaire observée un an plus tôt.

Par Sirine R.

En effet, durant les trois premiers mois de 2025, les exportations de marchandises se sont établies à 1 517,9 milliards de dinars, contre 1 610,6 milliards de dinars au premier trimestre 2024, enregistrant ainsi une baisse de 5,8 % en valeur nominale. Cette évolution est en partie attribuée à une diminution de 1,8 % des prix à l'exportation, conjuguée à une baisse des volumes exportés de 4,0 %, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS), dans sa dernière Note sur les indices du commerce extérieur de marchandises 1er trimestre 2025.

Malgré ce recul, les termes de l'échange ont continué de s'améliorer, atteignant 133,0 % au 1er trimestre 2025, contre 129,0 % un an auparavant, traduisant un léger avantage dans l'évolution relative des prix à l'exportation par rapport à ceux de l'importation.

À l'inverse, les importations ont affiché une hausse marquée de 19,4 %, atteignant 1 787,2 milliards de dinars, contre 1 496,3 milliards au premier trimestre 2024. Cette évolution est alimentée par une explosion des volumes importés (+25,2 %), malgré une baisse de 4,6 % des prix à l'importation.

Ce déséquilibre a conduit à un déficit commercial de 269,3 milliards de dinars, contrastant fortement avec l'excédent de 114,3 milliards de dinars enregistré à la même période en 2024. Le taux de couverture, qui mesure la part des importations financées par les exportations, a chuté de 107,6 % à 84,9 %, indiquant une détérioration notable de la balance commerciale.

Ce retournement du solde commercial intervient dans un contexte mondial instable, caractérisé par la fluctuation des prix des matières premières, la reprise différenciée des économies et des tensions logistiques persistantes. L'Algérie, qui reste fortement dépendante des revenus d'hydrocarbures, voit ainsi ses recettes affectées par la baisse des prix à l'exportation, alors que la demande intérieure et les importations de biens de consommation et d'équipements repartent à la hausse.

Par ailleurs, et selon les chiffres définitifs de l'ONS, l'année 2024 a été marquée par une baisse des prix dans le commerce extérieur : les prix à l'exportation et à l'importation de marchandises (base 2019) ont enregistré des baisses respectives de 8,2 % et de 2,6 % par rapport à 2023. Cependant, l'évolution des volumes a été contrastée : les importations ont enregistré une forte hausse de 12,7 %, tandis que les exportations ont connu un repli de 3,7 %. S'agissant des exportations de marchandises en 2024, elles se sont élevées à 6 542,0 milliards de DA, contre 7 468,5 milliards de DA en 2023, soit une baisse de 12,4 %. En outre, les importations ont atteint 6 352,1 milliards de DA en 2024, contre 5 794,0 milliards de DA en 2023, ce qui représente une hausse en valeurs courantes de 9,6 %.

Cette situation a induit une réduction du solde commercial, qui s'est établi à 189,9 milliards de DA en 2024, contre 1 674,5 milliards de DA en 2023, soit une baisse de 88,7 %. Ainsi, une dégradation du taux de couverture a été enregistrée. Il a reculé à 103 % en 2024, contre 128,9 % l'année précédente.

TRANSPORT

Remise en service de 12 trains "Coradia"

Par R E.

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, mardi à Mascara, la remise en service de 12 trains "Coradia" sur un total de 17 trains hors service au niveau du réseau ferroviaire national.

Lors d'un exposé détaillé sur le secteur des transports dans la wilaya de Mascara, présenté dans le cadre de sa visite d'inspection, en compagnie du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, le ministre a indiqué que 12 trains Coradia ont été remis en circulation, récemment, tandis que les 5 restants sont en cours de réparation et seront bientôt opérationnels. Par ailleurs, M. Sayoud a révélé que "la compagnie de transport aérien domestique, créée à l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sera prête à entrer en exploitation dans les prochaines semaines". Il a indiqué que cette société facilitera le transport aérien intérieur, notamment pour les citoyens résidant dans les wilayas éloignées, notamment celles du Sud du pays. Le ministre a également souligné que la compagnie Air Algérie œuvre actuellement à étudier et organiser ses vols à travers les aéroports intérieurs répondant aux exigences techniques (atterrissage et décollage). En outre, M. Sayoud a annoncé que l'entreprise publique de transport urbain et suburbain de Mascara sera renforcée par l'acquisition de 10 nouveaux bus, dans le but d'assurer une bonne préparation de la rentrée sociale dans la région.

Les deux ministres poursuivent leur visite par l'inspection du projet de réalisation d'un ouvrage d'art sur la RN 4, au croisement avec l'autoroute Est-Ouest à Zahana, l'inauguration d'un tronçon de route d'accès à l'autoroute Est-Ouest, partant du carrefour des routes nationales RN 4, RN 6 (Sig) et RN 17 (Hacine), sur 14,8 km et l'inauguration d'un tunnel ferroviaire souterrain à Mohammadia. Ils superviseront également la mise en service d'un bus touristique et participeront à un circuit touristique dans la ville de Mascara, à assisteront à des activités de loisirs organisées dans les places publiques du centre-ville et l'inauguration du doublement de la ceinture sud de Mascara, entre le carrefour de la RN14 et le chemin de wilaya CW 43, ainsi qu'entre la RN 6 et la RN 7, sur 4 km.

Enfin, à l'aéroport de Ghriss, les ministres visiteront la salle d'accueil rénovée et présideront la cérémonie de remise de diplômes de la première promotion de pilotes formés à l'école privée d'aviation "Sky Training".

ENQUÊTE DE L'ONS SUR L'INDUSTRIE

Des perspectives favorables pour le deuxième trimestre

Par Reda Hadi

L'enquête de conjoncture réalisée par l'Office national des statistiques (ONS) auprès des chefs d'entreprises industrielles révèle une situation différenciée selon les secteurs pour le premier trimestre 2025.

Si le secteur privé affiche une dynamique positive, notamment en matière de production, de demande et d'emploi, le secteur public reste en retrait. Les perspectives pour le deuxième trimestre sont néanmoins globalement optimistes, avec des prévisions haussières concernant l'activité, la demande et les effectifs.

L'activité industrielle a continué d'augmenter dans les entreprises privées, avec un taux d'utilisation des capacités supérieur à 75 % pour la majorité des enquêtés. En revanche, dans le secteur public, l'activité est en recul, bien que plus de 60 % des entreprises aient utilisé plus de la moitié de leurs capacités.

La demande en produits industriels est en hausse, particulièrement dans le secteur privé. Près de 90 % des chefs d'entreprises privées affirment avoir satisfait toutes les commandes, malgré des problèmes logistiques persistants (21 % des privés et 12 % des publics déclarent des difficultés de transport). Les stocks de produits finis sont jugés globalement normaux.

Les effectifs ont augmenté dans le secteur privé, tandis qu'ils sont restés stables ou en légère baisse dans le secteur public. Des difficultés de recrutement subsistent, notamment chez 30 % des chefs d'entreprise privés et 24 % de ceux du public. Malgré cela, la plupart des industriels estiment ne pas pouvoir augmenter leur production par de simples embauches, mais plutôt par le renouvellement des équipements, précise la même source.

Trésorerie : une situation globalement maîtrisée

La situation de trésorerie est jugée normale à bonne par une majorité d'entreprises. Toutefois, certaines contraintes pèsent encore, comme les charges d'exploitation élevées, le remboursement des crédits ou les délais de recouvrement. Plus de 22 % des entreprises privées et 9 % des publiques ont eu recours au crédit bancaire sans rencontrer de difficultés.

Une large majorité des entreprises déclarent avoir connu des pannes d'équipement, souvent dues à la vétusté ou à la surcharge d'utilisation, mais les arrêts ont généralement été inférieurs à 6 jours. Près de 40 % des entreprises privées et 27 % des publiques ont entrepris des renouvellements ou extensions. Plus de 85 % des entreprises publiques et 77 % des privées estiment pouvoir augmenter leur production sans embauche, à condition de renouveler leur parc industriel.

Selon l'ONS, les prévisions sont favorables pour le deuxième trimestre : la majorité des chefs d'entreprises s'attendent à une hausse de la production, de la demande et des effectifs, ainsi qu'à une amélioration de la trésorerie. Pour les matériaux de construction, une forte croissance est attendue. Plus de 80 % des entreprises utilisent déjà plus de 75 % de leurs capacités. L'activité et la demande devraient continuer d'augmenter. En outre, dans les industries agroalimentaires (IAA), la situation est restée stable, avec des prévisions de hausse de la demande et de la production. Les entreprises anticipent également une amélioration de leur trésorerie.

Pour les industries textiles et cuirs, une augmentation modérée de l'activité au T1 et stabilité prévue pour le deuxième trimestre.

Les entreprises ont l'intention de produire davantage par le biais d'investissements matériels.

En somme, l'industrie algérienne montre des signes de résilience, avec une reprise perceptible dans plusieurs filières et une volonté affirmée d'investir dans le renouvellement des équipements plutôt que dans l'embauche immédiate. Le deuxième trimestre 2025 pourrait ainsi marquer une accélération modérée de la relance industrielle, à condition de surmonter les obstacles structurels liés à la logistique, aux ressources humaines et à la modernisation du tissu productif.

MONNAIES

Le dollar hésitant, le franc suisse toujours affecté par les droits de douane

Le dollar tangue lundi, après avoir dévissé en fin de semaine en raison de la dégradation du marché de l'emploi américain, tandis que le franc suisse souffre des surtaxes douanières qui doivent entrer en vigueur jeudi.
Vers 9 h 40 GMT (11 h 40, heure de Paris), la devise américaine progressait de 0,09 % par rapport à l'euro, à 1,1576 dollar, et reculait de 0,20 % contre la livre britannique, à 1,3306 dollar.
Vendredi, le rapport mensuel du ministère du Travail a montré que moins d'emplois avaient été créés aux États-Unis en juillet, mais aussi les mois précédents, ce qui a fait bondir la probabilité d'une baisse des taux en septembre. Mais les membres de la Réserve fédérale (Fed) ont récemment « rejeté l'idée qu'une telle baisse était acquise », tempère Derek Halpenny, de MUFG.
Après un début d'année en forte baisse (- 10,7 % sur les six premiers mois de l'année), la devise américaine avait remonté d'environ 3,3 % au mois de juillet, d'après l'indice dollar, qui la compare à un panier d'autres grandes monnaies.
M. Halpenny souligne que « l'une des conséquences des mauvaises données de vendredi est la possibilité » que le dollar réagisse à nouveau « négativement » aux nouvelles annonces douanières, alors qu'il semblait y être immunisé depuis quelque temps.
Les menaces de Donald Trump sur l'indépendance de la Fed constituent une nouvelle ombre au tableau pour le dollar.
Vendredi, le président républicain a demandé le renvoi de la cheffe de la principale agence de statistiques économiques des États-Unis, l'accusant de manipuler les chiffres de l'emploi à des fins politiques, ce qui a surpris certains économistes. Le même jour, l'une des gouverneurs de la Fed, Adriana Kugler, a annoncé sa démission, à quelques mois de la fin de son mandat.

PROJET DE LA MINE DE ZINC ET DE PLOMB DE BÉJAÏA

Le PDG de SONAREM reçoit des représentants des habitants d'Aït Bouzid

Le Président-directeur général du groupe SONAREM, M. Belkacem Seltani, a reçu des représentants des habitants du village d'Aït Bouzid concernés par l'opération d'expropriation au profit du projet de la mine de zinc et de plomb à Amizour – Tala Hamza, dans la wilaya de Béjaïa. La rencontre s'est déroulée en présence du député de Béjaïa à l'Assemblée populaire nationale, M. Massinissa Ouari, ainsi que de cadres du groupe, dans le but de discuter des mécanismes d'indemnisation et de faciliter le lancement effectif du projet dans les plus brefs délais.
Selon un communiqué du groupe, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'approche participative adoptée par SONAREM pour renforcer le dialogue avec les populations locales et rattraper le retard accumulé dans la mise en œuvre du projet, notamment après l'entrée dans une nouvelle phase marquée par la conclusion de partenariats stratégiques avec des entreprises chinoises et australiennes, à travers la société mixte Béjaïa Zinc et Plomb, détentrice du permis d'exploitation.
Ce projet représente l'un des douze plus grands gisements miniers au monde, avec des réserves dépassant les 24 millions de tonnes par an. Il sera exploité à l'aide de technologies propres et avancées, renforçant ainsi la position de l'Algérie en tant qu'acteur majeur sur le marché mondial du zinc et du plomb.

Lors de cette rencontre, les représentants des habitants ont exprimé leur soutien à ce projet structurant, tout en affirmant leur confiance dans l'engagement du groupe à garantir des indemnisations équitables. Ils ont également réaffirmé leur volonté de contribuer positivement à la réussite du projet, en attendant l'achèvement des procédures liées au procès-verbal de réunion, dont le contenu a été consensuellement approuvé et dont la signature a été différée à la demande des habitants afin de poursuivre les consultations à l'échelle locale. Le groupe SONAREM a souligné que cette démarche de concertation vise à favoriser le consensus et à mettre en œuvre une feuille de route concrète sur le terrain, dans l'intérêt des populations locales et pour accélérer la réalisation de ce projet stratégique selon une vision partagée.

BOURSE D'ALGER

Forte hausse de la valeur des actions échangées au 1er semestre 2025

La valeur des actions échangées à la Bourse d'Alger a atteint 4,5 milliards DA au 1er semestre 2025, contre 1,35 milliard DA à la même période de 2024, soit une hausse de 235 %, selon la Commission d'organisation et de surveillance des opérations en Bourse (Cosob). Le volume global des titres échangés s'est également accru, atteignant 2,1 millions d'unités durant les six premiers mois de l'année, contre 655.600 unités à la même période de 2024, en progression de 232,8 %, précise le bulletin d'information de la Cosob. Le mois d'avril a enregistré le plus fort volume de transactions, avec plus de 944.000 titres échangés, tandis que le mois de février a connu le niveau le plus bas, avec 120.835 titres. Les ordres de vente ont augmenté de 193 %, atteignant 19 millions de titres contre 6,4 millions un an auparavant. Les ordres d'achat ont, pour leur part, progressé de 246 %, totalisant 9,8 millions de titres contre 2,8 millions au 1er semestre 2024. La capitalisation boursière globale s'est établie à plus de 745,4 milliards DA à fin juin, contre environ 520 milliards DA en janvier, selon la même source. La Bourse d'Alger a enregistré au cours du semestre deux nouvelles introductions : la Banque de développement local (BDL) et la startup Moustachir, spécialisée dans le consulting. La place boursière d'Alger compte désormais huit titres cotés : Alliance Assurances, Biopharm, El Aurassi, Saidal, le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la BDL, la PME AOM Invest SPA (placements financiers), et la startup Moustachir.

SURPASSANT TOUTES LES CLASSES D'ACTIFS

Les prix de l'or en hausse de 29% en 2025

L'or s'est imposé comme la classe d'actifs la plus performante de 2025, enregistrant une hausse de 29% depuis le début de l'année et surpassant les principaux indices boursiers, les obligations, les devises du G10 et le bitcoin, selon un rapport publié par UBS mardi. UBS maintient une note "Attractive" pour l'or dans ses préférences mondiales, soulignant que les couvertures restent hautement pertinentes alors que les participants du marché continuent d'alterner entre peur et avidité. La banque d'investissement a fixé un objectif de prix de 3.500 USD/oz pour le métal précieux. Les données de demande du deuxième trimestre du Conseil mondial de l'or montrent un léger ralentissement des achats des banques centrales, bien que sa récente enquête indique que 43% des gestionnaires de réserves prévoient d'augmenter leurs avoirs en or au cours de l'année prochaine, contre 29% dans l'enquête de 2024. La demande d'investissement a compensé ce ralentissement, avec de forts achats observés tant dans les ETF que dans le segment des lingots et pièces. Les tendances de dé-dollarisation, les préoccupations liées aux sanctions et les questions concernant l'indépendance de la Réserve fédérale sont des facteurs contribuant à la forte performance de l'or, parallèlement aux risques géopolitiques et macroéconomiques persistants. Ces éléments constituent le fondement des prévisions haussières d'UBS.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	391,00	NC	0,00	-6,84	-7,17	6,90	8,95	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 429,00	1428,00	-0,07	-0,65	0,76	9,18	5,45	547	781 116,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,98	5,51	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,42	0,57	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,31	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,32	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juillet 2025

Produits		Prix du détail DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	85	102	68	الطماطم	
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف	
	Ail sec	461	534	387	الثوم الجاف	
	Carotte	97	109	85	الجزر	
	Navet	150	163	137	لفت	
	Poivron	105	119	90	الفلفل الاخضر	
	Piment	123	139	107	الفلفل الحار	
	Courgette	109	123	94	الكوسة	
	Haricot vert	237	264	211	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	111	126	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	382	462	302	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	586	711	461	التمر	
	Banane	432	446	415	الموز	
	Melon	98	114	83	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	72	85	60	البطيخ الاحمر	
	Raisin	253	307	198	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1775	1904	1647	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	353	366	339	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)	

SITUATION DU MARCHÉ BANCAIRE ALGÉRIEN À FIN 2024

Les principaux constats et les défis à relever

Dans cette monographie du secteur bancaire algérien à la fin 2024, Rachid Sekak, économiste et ancien cadre dirigeant de banque, analyste et formateur en technique bancaire, dresse les principaux constats et soulève quelques-uns des questionnements découlant des évolutions observées. Cette monographie est organisée en deux parties : Une première partie traite des principales données et une seconde partie soulève quelques-uns des questionnements découlant des évolutions observées.

3e partie et fin

Par Rachid Sekak (*)

La tendance pour les banques privées reste identique : hausse de 11 % en 2024 et de 11.09 % en 2023 et ce après une hausse de 3.90 % au cours de l'exercice 2022.
Grosso modo, le PNB des banques publiques se décompose de la manière suivante : 85 % de marge d'intérêt et 15 % de commissions. La détention d'un portefeuille de titres publics procure une rente importante. La structure du PNB des banques privées est plus proche d'un 75/25. Ces proportions sont révélatrices de business model différents et de politiques de tarification différentes. La marge de progression en matière de commissions des banques publiques est importante. On relève que le PNB de la BEA est de nouveau en forte hausse de 36.02 % après la baisse de 8.06 % en 2023 et celle de 25.96 % en 2022.
La BNA progresse de 17.69 % probablement sous l'effet du rendement du portefeuille de titres publics et du faible cout de refinancement de ce dernier. Même progression de 21.78 % à la CNEP. La progression de la BDL est impressionnante à 29.16 %. Les hausses observées pour le CPA de 9.96% et la BADR 5.57 % sont plus raisonnables.

Point 5 : Une rentabilité apparente qui reste toujours forte malgré une hausse sensible du cout du risque
Le coefficient d'exploitation moyen de la place s'affiche à 32.70 % en amélioration sensible par rapport aux 36.53 % de 2023. Les coefficients d'exploitation restent bas : 30.62 % pour les banques publiques et 39.39 % chez les banques privées. Pour mémoire, le coefficient d'exploitation est le rapport entre les frais généraux et le produit net bancaire (PNB). Le cout du risque mesure par les provisions nettes passées par les banques est en très forte hausse de 114% en 2024 à 159 milliards de DZD : 141 milliards pour les banques publiques qui ont fourni un gros effort de provisionnement à hauteur de 27.61 % de leur PNB. Le niveau des provisions nettes pour les banques a aussi fortement augmenté en passant de 4.80 milliards en 2023 à 17.83 milliards en 2024 soit 11.30 % de leur PNB.
Le cout du risque pour la place était de 74 milliards de DZD de 2023, 73.26 milliards en 2022 et les 99.22 milliards de dinars en 2021. Pour rappel des niveaux records de 178 milliards en 2020 et 187 milliards de 2019 ont été observes à la suite des nettoyages bilancielles post-issaba. Le cout du risque s'affiche en hausse à 23.92 % du PNB : 13.90 % du PNB en2023, 14.22 % du PNB de la place pour l'année 2022,18 % en 2021 et 32.50 % en 2020.
Le cout du risque reste le souci majeur de notre marché bancaire. Il nous apparait par ailleurs largement sous estime dans certaines banques ou la pratique du « reprofilage de complaisance » permet d'éviter artificiellement la classification des créances et donc leurs provisionnements.
A noter qu'a fin 2023, la Banque d'Algérie affichait un taux de provisionnement des créances classées de seulement 48.44 % pour les banques publiques contre 69.26 % pour les banques privées. Pour mémoire, le taux de créances classées était officiellement de 22.09 % chez les banques publiques et de 8.84 % chez les banques privées. Il restait donc à la fin de 2023 du chemin à faire pour assainir les portefeuilles : nos estimations portaient sur 900 milliards de DZD chez banques publiques et 40 milliards chez banques privées de provisions supplémentaires à prévoir. Une partie du chemin a été couverte en 2024. Mais le chemin reste long.
Les dispositifs aides restaient à la fin de 2023 un vrai sujet avec des encours impayés estimes à environ 400 milliards de DZD. Une large très lourde à venir pour le trésor.
Les profits affiches restent néanmoins élevés à 257.72 milliards en hausse de 2.39 % par rapport à 2023 : 200.51 milliards pour les banques publiques (77.80%) et 57.21 milliards pour les banques étrangères (22.20%). Les ROE d'après notre benchmark restent très appréciables :Un ROE de 12.10 % pour les banques publiques et de 13.98 % pour les banques privées. Un ROE moyen pour la place de 13.29 % (Maroc : 8.30 %).

Deuxième partie : quelles évolutions ?

Les principaux questionnements
Il est difficile de faire une dichotomie entre économie financière et économie réelle. La situation actuelle du système bancaire reflète et accentue les dérèglements structurels de notre économie notamment sa dérive budgétaire. Nous ne pouvons pas ignorer le contexte macro-économique global pour qualifier notre secteur bancaire.
La situation de notre secteur bancaire est symptomatique d'une économie qui a souvent bénéficié d'une embellie financière externe …..
Mais qui rencontre de gros soucis de relance de l'investissement productif……
.absolument nécessaire pour assurer une relance de la croissance pérenne.
Notre secteur bancaire reste fragile et son intermédiation largement inefficace
De plus, nos banques publiques sont de facto devenues des banquiers importants du trésor et seront donc de plus en plus sensibles à l'évolution de nos finances publiques et donc indirectement à l'évolution du cours de hydrocarbures.
Le financement du déficit prévu par le projet de loi de finances pour 2025 risque de renforcer ce lien « incestueux». Que se passera-t-il en cas de nouveau retournement abrupt du marché des hydrocarbures qui pourrait à la fois réduire la liquidité du marche et la capacité du trésor à faire face à sa dette ? Une nouvelle et profonde crise de liquidité n'est pas une hypothèse à ignorer. Plusieurs questions de fond restent posées :
- Les suites à donner au financement sans fin des déficits des entreprises publiques ?
- Le nécessaire traitement de nos finances publiques notamment la diversification des sources de financement du budget et la rationalisation des dépenses ?
La reforme du secteur bancaire est une nécessité incontournable. Mais elle ne sera pas suffisante pour relancer une croissance pérenne et diversifier notre économie si elle n'est pas accompagnée d'un programme cohérent de reformes structurelles dont elle est seulement une partie.

L'inclusion financière ?

Doit-on parler d'amélioration de l'inclusion financière ou de réduction de la désinclusion financière ? La différence conceptuelle est de taille. La circulation fiduciaire hors banques évaluée en 2023 à 8031 milliards de dinars reste élevée à 33 % de la masse monétaire mesurée par m2 et 24.6 % du PIB. On observe un phénomène bien connu : salaire vire sur un compte bancaire ou auprès d'Algérie Poste le 24 du mois au matin et retrait de la totalité de la somme le 24 l'après- midi ou le 25. Nous sommes largement en face d'un souci de fuite vers le cash. Deux axes d'effort m'apparaissent importants :
- Le développement des paiements électroniques
- Les produits d'incitation à l'épargne

Les paiements électroniques à fin 2023

Prés de 16.509.507 de cartes bancaires sont en circulation : 4.022.203 cartes bancaires CIB et 12.487.304 cartes Edahabia d'Algérie Poste. 53.191 TPE et 3847 DAB / GAB ont déjà été déployés
Les cartes sont largement sous et mal utilisées : 75 % des cartes sont activées et en gros 85 % des transactions portent sur des retraits de cash sur les DAB/GAB. La matière et les infrastructures sont bien la : alors comment inciter a une meilleure utilisation de ces dernières ?
Le souci fiscal et la transparence sont probablement des freins. La solution passe sans aucun doute par des incitations fiscales pour les petits commerces de proximité comme l'exonération fiscale totale du chiffre d'affaires réalisé au travers de paiements électroniques.
Les stations Naftal combinées aux 7 millions de véhicules en circulation représentent aussi un vecteur important de progression largement sous-utilise.
Rendre obligatoire les paiements par internet pour Sonelgaz, SEAL et les impôts est indispensable.

Les produits d'incitation à l'épargne et le financement de l'habitat

L'intervention annuelle de l'état sur concours budgétaires dans le financement du logement a été de 600 à 650 milliards de dinars au cours des 10 dernières années ……cela apparait clairement comme insoutenable dans la durée.
La réduction de cette dépendance budgétaire passe par le rétablissement d'un lien entre effort préalable d'épargne et l'accès au logement grâce au développement de produits de collecte attractifs, équitables et crédibles. Une telle démarche présenterait un double avantage :
- Un effet positif sur les finances publiques en réduisant le financement par le trésor.
- Un ralentissement du phénomène de désinclusion financière par une incitation à l'épargne
La création de la BNH n'a pas, a ce jour, réduit cette dépendance ni changer la donne.

(*) Economiste et ancien cadre dirigeant de banque, analyste et formateur en technique bancaire

SOUK AHRAS

Une production prévisionnelle de plus de 3.400 quintaux de graines de tournesol

La production de graines de tournesol devrait atteindre "au moins 3.465 quintaux" dans la wilaya de Souk Ahras, au titre de la campagne agricole 2024-2025, a indiqué, lundi, le directeur des services agricoles (DSA), Abdelkrim Aïssat.
La collecte des graines de tournesol, cultivées sur une superficie de 231 hectares sur le périmètre d'une exploitation agricole dans la commune de Tifache, sera effectuée "à la mi-août", a précisé le même responsable, affirmant que le rendement à l'hectare "devrait dépasser les 15 quintaux".
M. Aïssat a également révélé que ses services ont récemment lancé une "étude de terrain approfondie" afin de déterminer les zones les plus propices à la culture des plantes oléagineuses, en se concentrant sur les caractéristiques climatiques, hydrologiques et pédologiques, ce qui favorisera, selon lui, l'expansion de ce type de culture et l'augmentation de sa production au niveau local.
Le DSA a ajouté, dans le même ordre d'idées, qu'il a été "nécessaire de soutenir les agriculteurs qui investissent dans la culture des plantes oléagineuses, en leur fournissant gratuitement des semences et en leur apportant les conseils et l'encadrement technique nécessaires".
Il a également appelé les agriculteurs souhaitant se lancer dans cette filière "prometteuse" à s'engager "résolument dans cette voie afin d'en garantir la durabilité, de contribuer à l'autosuffisance en huiles alimentaires et de réduire la facture d'importation".

BOUIRA

Lancement du projet de raccordement du barrage de Tilesdit à la SDEM de Béjaia

Le chantier du projet de raccordement du barrage de Tilesdit à Bouira, à l'usine de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Tighremt à Béjaia, a été installé lundi par le wali Abdelkrim Laâmouri, dont l'objectif est de renforcer l'approvisionnement en cette ressource vitale dans plusieurs communes de la wilaya.

"Il s'agit d'un projet stratégique et très vital à réaliser", a déclaré à la presse M. Laâmouri en marge de l'installation du chantier. Le projet porte sur le raccordement du barrage de Tilesdit, réalisé à Bechloul (Est de Bouira), à la SDEM de Tighremt à Béjaia, à travers la réalisation d'une série d'ouvrages et d'un réseau de raccordement afin de renforcer l'approvisionnement en d'eau potable dans les communes exposées au manque d'eau potable notamment en période d'été. L'usine de dessalement d'eau de mer de Tighremt figure parmi les projets stratégiques approuvés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre du programme complémentaire de renforcement de la sécurité hydrique en Algérie. Ce programme prévoit la réalisation de cinq (05) usines principales de dessalement de l'eau de mer, chacune d'une capacité de production de 300.000 M3/jour.
D'une capacité de 165 millions m3, le barrage de Tilesdit alimente 14 communes dans les wilayas de Bouira et de Bordj Bou Arréridj. Une partie de ses eaux est destinée à l'irrigation de près de 7.000 hectares de terres agricoles à Bouira, selon les détails fournis par les responsables locaux du secteur.
Dans sa déclaration à la presse, le chef de l'exécutif a insisté sur la nécessité d'entamer les travaux notamment en ce qui concerne la réalisation d'ouvrages hydraulique, avant d'instruire les différents services de Dairas et de communes pour qu'ils suivent de très près l'évolution de cet important projet.
Ce qui est du raccordement du barrage de Koudiet Acerdoune à la SDEM de Cap Djinet à Boumerdès, le wali de Bouira a précisé que les travaux devraient démarrer en 2026 pour sécuriser l'alimentation en eau potable de plusieurs communes de l'ouest de la wilaya insuffisamment approvisionnées jusqu'au là à partir de ce barrage.
Par la même, M. Laâmouri a appelé les responsables locaux du secteur à tout mettre en œuvre pour aussi raccorder la région ainsi que la zone industrielle de Dirah (Sud de Bouira) au champ captage de Birine, un projet qui permettra, une fois réalisé, d'alimenter la ville, les localités et Douars ainsi que la future zone industrielle de Dirah.

SKIKDA

Plus de 10 bus pour l'entreprise publique de transport urbain et suburbain

Plus de dix bus octroyés par le ministère des Transports à l'entreprise publique de transport urbain et suburbain de Skikda, ont été mis en service lundi afin d'améliorer le service public assuré aux citoyens.
Dans une déclaration à l'APS en marge de la mise en service de ces bus par le wali Saïd Akhrouf, le directeur de l'entreprise Redouane Bouabida a indiqué que ces bus serviront à renforcer les lignes reliant le centre-ville à la commune de Filfila, la nouvelle cité Bouzaaroura et la cité 2.200 logements AADL à Filfila passant par la plage Larbi Ben M'hidi et connaissant une intense dynamique notamment durant la période estivale.
Selon la même source, ces bus s'ajoutent à la flotte actuelle de l'entreprise constituée de 30 bus dont certains sont présentement hors service pour cause de panne en attendant leur réparation.
L'entreprise exploite des lignes à travers les quatre communes de Skikda, El Hadaïk, Filfila et Hamadi Krouma et constitue un des opérateurs fondamentaux du secteur du transport dans la wilaya, a-t-on indiqué.
Dans une déclaration à la presse lors de la cérémonie de mise en service de la nouvelle flotte tenue au siège de l'entreprise à la zone de dépôt Hamrouche Hamoudi de la ville de Skikda, le wali a indiqué que l'exploitation de ces bus "permettra d'améliorer le service de transport urbain et sa pérennité".

BLIDA

Renforcement du système de production d'eau avec 15.000 m³/jour

Le système de production d'eau potable à Blida sera renforcé dans les prochains jours par un apport supplémentaire de près de 15.000 M3/ jour d'eau dessalée, en provenance de l'usine de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Fouka (Tipasa), a-t-on appris, lundi, de la direction locale des ressources en eau et de l'hydraulique.
Ce volume supplémentaire d'eau dessalée est destiné à la couverture des besoins de plusieurs communes de la partie -Est de la wilaya, a indiqué le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche.
Selon la même source, cet apport supplémentaire d'eau profitera notamment aux communes de Boufarik (nord), Larbaâ et Meftah (extrême -Est), ayant enregistré ces dernières années une expansion urbaine notable due à la création de nouveaux pôles urbains totalisant des dizaines de milliers de logements, ce qui a entraîné une augmentation de la demande en eau potable.
Ce nouveau quota vient s'ajouter à une 1ère dotation de 20.000 M3/jour déjà affectée à la wilaya à partir de la SDEM de Fouka, et destinée aux communes de Mouzaia, El Affroun, Guerouaou, Soumaâ, Beni Tamou, Bouarfa, Beni Merad, Ouled Yaich, et Blida.
Par ailleurs, le même responsable a souligné la réception, depuis le début de l'année, de huit (8) nouveaux forages qui ont permis d'injecter des quantités supplémentaires d'eau, contribuant ainsi à améliorer l'approvisionnement en cette ressource vitale dans plusieurs communes. D'autres forages sont prévus à la mise en service avant la fin de l'année.
M. Allouche a cité parmi les autres projets visant à améliorer l'alimentation en eau potable dans la wilaya, la station de traitement d'eau en cours de réalisation dans la commune d'El Affroun, dont la réception est prévue avant la fin 2025, avec une capacité de production estimée à 8.600 M3/jour.

MILA

Une enveloppe de 400 millions de dinars pour la 1ère phase de l'aménagement du nouveau pôle urbain

Le secteur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction a bénéficié, dans la wilaya de Mila, d'une enveloppe financière de 400 millions de dinars pour la réalisation des travaux de la 1ère phase de l'aménagement du nouveau pôle urbain, au chef-lieu de la wilaya, a-t-on appris, lundi, auprès de la directrice par intérim du secteur, Sara Djazi. La même responsable a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette enveloppe, allouée par le ministère de tutelle au titre de l'exercice 2025, couvrira la réalisation des routes, des réseaux d'assainissement et d'eau potable dans le cadre de la première phase de l'opération d'aménagement de ce pôle urbain appelé à accueillir plusieurs projets d'habitat du segment location-vente (AADL 3) ainsi que les équipements publics nécessaires (établissements scolaires, structures de santé, terrains de sport) .
Mme Djazi a également souligné que l'opération d'aménagement sera entamée "avant la fin de l'année en cours", l'étude technique relative aux routes et aux réseaux primaire et secondaire ayant été lancée en juillet dernier.
Il convient de noter ce nouveau pôle urbain, d'une superficie estimée à 200 hectares, est situé entre les communes de Mila, de Sidi Khelifa et Ain Tine.
Créé pour venir à bout du problème de logement dans la wilaya, ce pôle abritera, à terme, de nombreux projets d'habitat des différentes formules, ainsi que des équipements publics et des infrastructures destinées à améliorer le cadre de vie des citoyens.

Le capitalisme financier est aujourd'hui plus dangereux que jamais

En acceptant trop facilement les conditions commerciales imposées par Washington, l'Union européenne a fragilisé sa crédibilité.

Par Matthias Schmelzer (*)

Le krach de 2008 était censé annoncer la fin du capitalisme financier ultra spéculatif. Mais depuis, les acteurs financiers n'ont cessé de se renforcer et les capitaux fictifs constituent plus que jamais une menace pour la stabilité économique mondiale.

Ceci est un extrait de Freedom for Capital, Not People: The Mont Pèlerin Society and the Origins of the Neoliberal Monetary Order (Liberté pour le capital, pas pour les peuples : La Société du Mont Pèlerin et les origines de l'ordre monétaire néolibéral), disponible (en anglais) chez Verso Books.

Pour certains auteurs, la période qui s'est écoulée depuis la crise du capitalisme financier de 2008 marque la « fin du néolibéralisme » ou l'avènement du « post-néolibéralisme ». D'autres l'ont décrite comme une itération « mutante », « zombie » d'un néolibéralisme qui est en fait « mi-mort, mi-vivant ».

Alors que nous sommes à l'ère de la montée du protectionnisme, de l'idéologie de droite et de la démondialisation, les idéologies néolibérales ont certes connu un retour de bâton. Mais elles se sont aussi réarticulées en forgeant de nouvelles alliances et en prenant des formes inédites. Trois dimensions de la conjoncture actuelle méritent d'être soulignées.

La politique de l'Argent

Aujourd'hui, comme dans les années 60, la forme que prend la monnaie en tant que facteur central de la politique et de la vie sociale suscite un immense intérêt. La politique monétaire est plus que jamais une question politique qui concerne directement des gens qui ne s'y intéressent guère. Il y a des raisons de penser que le système monétaire et financier mondial s'approche d'un seuil critique d'une importance historique, susceptible de modifier la façon dont les sociétés investissent, s'assurent et commercent.

Bien sûr, la forme de l'argent, essentiellement la « promesse de payer » construite socialement et politiquement, a toujours fluctué. Ce qui, au début du XXIe siècle, caractérise la transformation de l'argent, c'est tout d'abord la prolifération des monnaies numériques et des jetons. Opérant dans l'ombre des systèmes monétaires hégémoniques, ceux-ci ne peuvent pas être simplement considérés comme des outils d'émancipation ascendante opposés aux banques centrales autoritaires et aux politiques monétaires d'austérité, comme le prétendent parfois leurs champions.

La forme que prend l'argent en tant que facteur central de la politique et de la vie sociale suscite un immense intérêt. À l'inverse, les jetons non fongibles, que ce soit le Web3, la technologie blockchain, la crypto et les organisations autonomes décentralisées, sont à l'avant-garde d'une révolution financière pilotée de plus en plus par les plate-formes transnationales et les banques centrales elles-mêmes. Au nom de la flexibilité et de l'efficacité, ils préfigurent la fin de l'argent physique, mettant ainsi en péril la vie privée et sapant davantage la démocratie. De telles évolutions annoncent l'épuisement du régime d'assouplissement quantitatif (QE) et ce, depuis l'année 2019.

Bien qu'ils soient beaucoup trop complexes pour être analysés en détail ici, ils représentent un esquisse de ce que pourrait être le soi-disant ordre post-néolibéral, dont les caractéristiques ne peuvent être perçues comme progressives, garantissant dans certains cas d'offrir encore plus d'autorité aux maîtres de la finance eux-mêmes, probablement de façon immédiate, via des moyens administratifs.

Les termes dans lesquels cette nouvelle architecture monétaire est discutée rappellent des débats antérieurs. Dans le domaine des monnaies numériques, par exemple, la logique extrêmement restreinte, limitée et régulatrice de marché des Bitcoins est comparable à la rareté propre à l'or – et si le Bitcoin était plus largement adopté, la logique de l'étalon-or pourrait être reproduite – tandis que la prolifération apparemment sans fin d'une monnaie privée aux marques absurdes au cours de la décennie d'assouplissement quantitatif ressemble à la spéculation sauvage permise par des taux de change flottants.

On peut ajouter à cette opposition familière un troisième pôle : la monnaie numérique des banques centrales, émise soit formellement par les banques centrales elles-mêmes, soit – ce qui est fonctionnellement équivalent – par les plus grandes banques privées. Cette nouvelle forme de monnaie se distingue par le fait qu'elle introduit la perspective d'imposer directement des conditions sociopolitiques aux transactions ou de pénaliser les épargnants par des taux d'intérêt très bas.

C'est peut-être pour cette raison que les néolibéraux les plus respectueux des principes ont eux-mêmes tiré la sonnette d'alarme face à certaines de ces innovations. Comme l'a suggéré l'historien Adam Tooze, paraphrasant Antonio Gramsci : « La crypto-monnaie est le symptôme funeste d'un interrègne, un interrègne où l'étalon-or n'est plus mais où une monnaie totalement politique qui ose dire son nom n'est pas encore née ».

Privilège exorbitant

Le statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, « privilège exorbitant » entériné par le passage aux taux de change flottants, est une autre question brûlante dans les discussions contemporaines. Les effets de cette décision fatidique, comme l'indique un ouvrage publié à l'occasion de son cinquantième anniversaire, « sont allés bien au-delà du système monétaire international et ont eu des implications géopolitiques et politiques, mais aussi économiques et financières considérables ».

Aujourd'hui, si l'hégémonie du dollar reste intacte, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause sa pérennité et, avec elle, la capacité des États-Unis à maintenir leur position géopolitique sans équivalent. À cet égard, le moment présent fait écho à celui des années 1970, quand la politique monétaire reflétait les frictions entre puissances mondiales et la gestion des relations entre alliés. Avec l'introduction du panier de monnaies des BRICS et la perspective de dédollarisation qu'il suggère, dans le sillage du Brexit et de la crise de la zone euro, les prévisions de re-régionalisation se tournent souvent vers la politique monétaire.

Si l'hégémonie du dollar reste intacte, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause sa pérennité et, avec elle, la capacité des États-Unis à maintenir leur position géopolitique inégalée.

Pourtant, alors que l'on parle de démondialisation et que l'on constate une baisse des flux de capitaux, la part des transactions effectuées en dollars est restée relativement stable au cours des dernières décennies. Néanmoins, la « solvabilité du dollar » américain est menacée par les contradictions internes de l'assouplissement quantitatif, de plus, les déficits de la balance courante et du budget des États-Unis continuent d'exercer une pression à la baisse, exacerbant le ressentiment à l'égard de l'unilatéralisme américain.

Enfin, la libéralisation des mouvements de capitaux dans les années 1970 doit être considérée comme l'une des facettes de l'épuisement de la croissance économique dans les pays industrialisés avancés ; ces deux phénomènes sont les effets d'une sur-accumulation et d'une baisse de la croissance de la productivité et ont pris la forme d'une stagnation chronique. La période qui a suivi a vu une formidable explosion du capital fictif, c'est-à-dire des actifs financiers qui sont en fait des créances sur la production et les bénéfices futurs.

La financiarisation de l'ère post-fordiste a engendré une économie déséquilibrée, dans laquelle ces revendications dépassent largement la taille de l'économie réelle sous-jacente. Sa logique est celle d'un casino dématérialisé qui ne connaît pas la croissance, et qui est basé sur le transfert et l'appropriation largement découplés des valeurs d'usage du monde réel. C'est exactement cette dynamique qui a engendré le surendettement responsable de l'effondrement de 2008.

Capital fictif

Les promesses de déréglementation et de limitation du pouvoir de la finance mises à part, les métastases du capital fictif se sont répandues à un rythme soutenu. Si l'utilisation de certains actifs, ces instruments complexes au cœur de la crise immobilière et financière, tels que les CDO, [Titres de créance collatéralisés, appelés aussi produits dérivés, servant principalement à s'affranchir des risques de crédit, NdT] a effectivement diminué, la quantité globale de capital fictif a en fait continué d'augmenter. Cette dynamique est illustrée par l'importance démesurée du secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier (FIRE) et par l'envolée des prix des logements et des objets d'art en tant qu'actifs financiarisés. Les échanges sur les marchés mondiaux du FOREX, le marché qui détermine le taux de change des monnaies mondiales et dont la forme moderne découle de l'abolition du système de Bretton Woods, sont passés d'un niveau négligeable dans les années 1970 à une valeur nominale de 620 milliards de dollars en 1989 et de 4 500 milliards de dollars en 2008 ; en 2022, ils s'élevaient à 7 500 milliards de dollars. Ces flux massifs d'argent, qui alimentent ce que certains ont appelé une classe de rentiers « techno-féodale », posent un problème potentiellement systémique, étant donné la pression qui en découle pour chercher à les réaliser dans l'économie réelle.

À l'ère du dépassement climatique, de la stagnation endémique et de la polycrise, ces attentes excessives sur la production future, qui dépassent aujourd'hui de beaucoup le PIB mondial, sont la source d'un dilemme fondamental. Compte tenu des preuves de plus en plus nombreuses qui remettent en question l'ambition de verdir la croissance économique, les efforts déployés pour réaliser les profits futurs du capital fictif conduiront soit à une croissance non durable qui déstabilisera dangereusement la vie planétaire, soit à un scénario alternatif de post-croissance, qui verra les sociétés reprendre en main la gouvernance démocratique et transformer le capital fictif en actifs bloqués.

(*) Professeur de transformation socio-écologique à l'université de Flensburg et directeur du Norbert Elias Center for Transformation Design & Research.

Source : Jacobin, 29-06-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

KAÉDI (MAURITANIE)

Lancement d'une formation sur le terrain pour les agriculteurs de la moughataa de Lexeiba

La Délégation Régionale pour l'Agriculture et la Souveraineté Alimentaire de la wilaya du Gorgol, en coopération avec l'Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricoles, a lancé, Dimanche, un cours de formation sur le terrain en faveur des agriculteurs de la moughataa de Lexeiba sur le montage, la maintenance et le fonctionnement de petites charrues automatisées dans le but d'améliorer leurs capacités à utiliser les technologies modernes dans l'agriculture.
Cette formation vient répondre aux défis auxquels est confrontée l'agriculture traditionnelle, tels que la difficulté des opérations manuelles, les pénuries de main-d'œuvre et la faible productivité.
Le processus comprend un aspect théorique pour présenter les composantes de la charrue et son importance, et un aspect appliqué sur les méthodes d'utilisation sécuritaire et d'entretien périodique.
La formation, qui couvrira le reste des moughataas de la wilaya , vise à augmenter la production et à inciter les jeunes à renouer avec le travail agricole.
Dans une déclaration à l'Agence de presse mauritanienne, le délégué régional pour l'agriculture et la souveraineté alimentaire au Gorgol , M. Noureddine Abdel Fattah, a souligné l'importance du cours dans la promotion de l'agriculture pluviale et l'augmentation de la production, soulignant que la saison des pluies est la vie, en particulier pour ceux qui sont engagés dans l'agriculture, mais cette agriculture est confrontée à plusieurs défis, notamment un manque de productivité dû au recours aux méthodes traditionnelles, en plus de la difficulté du travail manuel et du manque de main-d'œuvre résultant de la migration des jeunes vers les villes à la recherche de meilleures opportunités d'emploi.
Le délégué a souligné que ces défis ne peuvent être surmontés qu'en s'appuyant sur l'utilisation de ces charrues héritées, car ils représentent une solution pratique et la formation des agriculteurs à leur utilisation et à leur entretien est devenue une nécessité urgente.
Il a ajouté qu'il attend cela de cette formation, qui inclura les cinq moughataas de la wilaya, qui a commencé aujourd'hui dans la moughataa de Lexeiba, augmentant le nombre d'objets artisanaux et allégeant la souffrance de l'artisanat, en plus de connaître l'entretien de ces appareils et équipements qui fonctionnent dans ce domaine.
Il a souligné que ce cours, auquel participent les quatre municipalités de la moughataa de Lexeiba, inclut des femmes et des hommes, et comporte deux axes, dont l'un est lié au fonctionnement de ces mécanismes et à la manière de les utiliser théoriquement, et le second aspect est lié au démontage et à l'installation de ces mécanismes de manière appropriée et à savoir comment les utiliser en toute sécurité sur le terrain

RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN TUNISIE

Kaïs Saïed appelle à une refonte complète du système scolaire

Le président de la République Kaïs Saïed a présidé, ce lundi 4 août au palais de Carthage, une réunion ministérielle consacrée à l'avenir de l'éducation et de la formation en Tunisie. Il y a appelé à une réforme profonde, structurante et intégrée du système éducatif, considérant cette mission comme l'une des batailles majeures du projet de libération nationale.

La réunion a rassemblé les ministres Noureddine Nouri (Éducation), Mondher Belaid (Enseignement supérieur), Riadh Chaoued (Emploi et Formation professionnelle), Ahmed Bouhali (Affaires religieuses), Asma Jebri (Famille, femme, enfance et seniors) et Amina Srarfi (Affaires culturelles).

Une réforme au cœur du projet national

En ouverture de la séance, le chef de l'État a insisté sur le fait que la réforme de l'éducation n'est pas un choix secondaire, mais une priorité stratégique, soulignant que l'inscription de la création d'un Conseil supérieur de l'éducation dans la Constitution reflète une volonté populaire claire.
Il a rappelé les grandes étapes de l'histoire de l'enseignement en Tunisie depuis le XIXe siècle, affirmant qu'il n'existe aucun avenir pour une nation sans une éducation nationale égalitaire et accessible à tous.Pour Kaïs Saïed, une réforme véritable ne peut se limiter à une phase du parcours scolaire mais doit toucher l'ensemble du système, de l'enfance à l'université.

Un avertissement contre les erreurs du passé

Le président a mis en garde contre les conséquences de certaines politiques éducatives passées, évoquant les « victimes » d'orientations inadaptées qui ont bloqué des générations entières en fermant les portes du savoir et de l'emploi. Il a souligné que les erreurs dans ce domaine peuvent produire des effets durables et irréversibles.
Kais Saïed a également évoqué les disparités sociales et éducatives, qu'il qualifie de résultats de « choix défaillants », affirmant que seule une « révolution de correction » pourra y mettre fin. Pour lui, toutes les réformes doivent être alignées avec cette vision de justice sociale et d'égalité des chances.
Au-delà du cadre scolaire classique, le président a plaidé pour une approche globale de l'éducation, intégrant la culture, la jeunesse et les activités parascolaires.

Un écosystème éducatif fondé sur la culture et la liberté de pensée

Il a souligné le rôle essentiel des maisons de la culture, maisons des jeunes et espaces éducatifs ouverts, dans le développement de l'esprit critique, de la créativité et de la liberté intellectuelle.
Il a ainsi défendu un modèle éducatif tunisien qui repose sur la liberté de penser et l'ancrage national, affirmant que les jeunes sont capables d'exceller dès lors qu'ils disposent de conditions propices et d'un encadrement visionnaire.
Ainsi, cette réunion marque une nouvelle étape dans l'engagement présidentiel pour une réforme éducative ambitieuse, centrée sur l'égalité, la qualité et l'intégration culturelle et sociale.
Kaïs Saïed a appelé les ministères concernés à adopter une approche concertée et cohérente, afin de concrétiser une vision éducative au service de l'émancipation et du développement national.

ARABIE SAOUDITE

Le pays approuve le budget pour 2025

L'Arabie saoudite a approuvé, lundi le budget de l'État pour 2025, avec des recettes prévues à 1 180 milliards de riyals saoudiens (315,73 milliards de dollars; 1 dollar = 0,95 euro) et des dépenses à 1 280 milliards de riyals saoudiens, conduisant à un déficit de 101 milliards de riyals saoudiens.
Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB réel de l'Arabie saoudite de 4,6% en 2025, contre une estimation de 0,8% en 2024.
Cette croissance sera alimentée par une augmentation des activités du secteur non pétrolier, selon le communiqué.
Les chiffres s'alignent sur les projections de la déclaration prébudgétaire du ministère en septembre, indiquant une baisse de 4% des recettes, une baisse de 4% des dépenses et une réduction de 12% du déficit par rapport aux dernières estimations de 2024.
Les prévisions pour 2025 sont basées sur un scénario de référence, qui représente un juste milieu entre des projections de recettes plus élevées et plus basses, en tenant compte des changements potentiels de l'activité économique et des conditions du marché mondial du pétrole.
Le ministère prévoit que le déficit restera à des niveaux similaires à moyen terme, avec 130 milliards de riyals saoudiens en 2026 et 140 milliards de riyals saoudiens en 2027, sous l'effet des politiques stratégiques de dépenses expansionnistes du gouvernement visant à encourager la diversification économique et la croissance durable. Les recettes devraient augmenter au cours des deux prochaines années, pour atteindre environ 1 300 milliards de riyals saoudiens en 2027.
La dette totale du Royaume devrait atteindre 1 300 milliards de riyals saoudiens en 2025, soit 29,9% du PIB, ce qui correspond à un niveau soutenable pour répondre aux besoins de financement.
Les projections révisées pour le budget 2024 de l'Arabie saoudite indiquent un déficit de 115 milliards de riyals saoudiens et la dette totale devrait atteindre 1 200 milliards de riyals saoudiens, soit 29,3% du PIB.
Le budget de l'année fiscale 2025 donne la priorité au maintien des services essentiels pour les citoyens et les résidents, tout en accélérant les dépenses sur les projets et les secteurs clés.
Il se concentre sur la préservation de la stabilité fiscale et la viabilité à long terme en gérant les réserves du gouvernement et en maintenant des niveaux de dette publique viables, garantissant la résilience du Royaume contre les chocs économiques imprévus.
Dans un communiqué publié à l'issue de la session hebdomadaire du cabinet, le prince héritier Mohammed ben Salmane a souligné les efforts continus du gouvernement pour renforcer la base économique du Royaume. «Nous continuerons à travailler à l'élargissement de la base économique et à l'amélioration de la situation financière du Royaume», a-t-il déclaré.
Il a également souligné le rôle central des fonds souverains de l'Arabie saoudite – le Fonds d'investissement public et le Fonds de développement national – dans la promotion de la stabilité économique et la réalisation des objectifs de la Vision 2030. «Ces fonds sont essentiels pour diversifier l'économie et soutenir les investissements à long terme», a-t-il souligné.
L'économie saoudienne progresse grâce à des réformes stratégiques et à de solides initiatives d'investissement dans le cadre de Vision 2030, en mettant l'accent sur la diversification et la viabilité budgétaire.

GHANA

Les revenus pétroliers chutent de 56 % au premier semestre

Sur les six premiers mois de l'année, les revenus pétroliers du Ghana ont chuté de 56 %, affectés par une baisse marquée de la production et un recul des prix, révélant la vulnérabilité persistante du secteur face aux chocs internes et externes.

Au premier semestre 2025, les revenus pétroliers du Ghana ont enregistré une chute de 56 %, s'établissant à seulement 370,6 millions de dollars, contre 840,8 millions sur la même période en 2024. C'est ce qu'indiquent des données fournies par la Banque centrale, Bank of Ghana, et rapportées par Ghana Web.
Cette baisse s'explique principalement par deux facteurs majeurs qui ont simultanément pesé sur les recettes publiques. Il s'agit de la contraction de la production pétrolière et le repli des prix mondiaux du pétrole.
D'une part, la production ghanéenne de pétrole brut est passée de 3,77 millions de barils à 2,81 millions entre janvier et juin 2025, soit une baisse de 25,5 %. Cette tendance s'inscrit dans une dynamique de déclin amorcée depuis plusieurs années, avec un recul moyen annuel de 7,4 % depuis 2019.
Cette situation a été aggravée par des interruptions imprévues des activités d'extraction, totalisant 14 jours de production suspendue au cours du premier semestre, ce qui a réduit davantage les volumes disponibles à l'exportation.
D'autre part, les prix moyens obtenus pour le baril ghanéen ont reculé, passant de 84,08 dollars en 2024 à 75,69 dollars en 2025. Cette baisse des cours mondiaux du pétrole a accentué la contraction des recettes pétrolières.
La combinaison de ces deux facteurs a ainsi pesé sur les finances publiques du Ghana, limitant la capacité du gouvernement à mobiliser des ressources pour financer des programmes prioritaires, notamment le programme national d'infrastructures baptisé « Big Push ». Ce recul met en lumière la vulnérabilité persistante de l'économie ghanéenne, très dépendante de la performance de son secteur pétrolier, lui-même soumis à des aléas tant internes qu'externes.

EN JUIN 2025

Le trafic passagers en légère baisse (0,3%) chez les compagnies aériennes africaines

Le conflit armé entre Israël et l'Iran a intensifié les tensions au Moyen-Orient, qui affectaient déjà les chiffres du trafic aérien à l'échelle mondiale. Cela n'a pas manqué d'impacter les transporteurs africains.
Le segment passagers chez les transporteurs aériens africains s'est légèrement contracté au cours du mois de juin, affichant une baisse de 0,3% en glissement annuel selon les dernières statistiques de l'Association du transport aérien international (IATA). Ce chiffre constitue également une contre-performance par rapport à la croissance de 9,5% enregistrée en mai 2025.
Ce niveau d'activité en juin dénote cependant des résultats mitigés en considérant la progression par région. La baisse en glissement annuel s'est en effet aussi observée chez les transporteurs d'Amérique du Nord (0,3%), et chez ceux du Moyen-Orient (0,4%). Par contre, l'Amérique latine, l'Europe et l'Asie-Pacifique affichent des performances positives avec des hausses de respectivement 9,3%, 2,8% et 7,2%. À l'échelle mondiale, le trafic global a augmenté de 2,6% en glissement annuel. Pour Willie Walsh, le DG de l'IATA, « ce rythme est inférieur à celui des mois précédents et reflète les perturbations liées au conflit militaire au Moyen-Orient. La croissance de la demande étant inférieure à l'augmentation de 3,4% des capacités, les coefficients d'occupation ont reculé de 0,6 point de pourcentage par rapport à leurs records historiques ». « À 84,5% à l'échelle mondiale, les coefficients d'occupation restent toutefois très élevés. Et avec une modeste croissance de 1,8% des capacités observée sur les vols d'août, les coefficients d'occupation pour l'été boréal ne devraient pas s'éloigner de leurs récents records historiques » ajoute-t-il.

BÉNIN

La construction de l'échangeur de Vêdoko prévue pour débuter d'ici fin 2025

Le Bénin étend et modernise son réseau routier pour améliorer la mobilité urbaine. À Cotonou où le trafic est le plus dense, les projets prévoient aussi des ouvrages d'art capables de fluidifier les flux sur les grandes artères comme celle du rond-point Vêdoko. Les autorités béninoises ont annoncé le démarrage de la phase de construction proprement dite du nouvel échangeur de Vêdoko, dont les travaux préliminaires sont en cours depuis quelques mois. Le Conseil des ministres a approuvé le recrutement d'un bureau de contrôle technique pour s'assurer de la conformité de l'ouvrage aux prescriptions du cahier de charges.
Prévu pour raccorder le centre-ville et certaines banlieues de Cotonou, ce projet co-financé par le Japon doit désengorger un rond-point stratégique qui voit passer chaque jour d'importants flux de véhicules. Principal pôle économique et administratif du pays, la ville attire en effet un important trafic des zones périphériques, notamment comme Calavi et Godomey. L'axe visé par le projet est également un maillon clé du corridor Abidjan - Lagos.
La réalisation de cet ouvrage d'art permettra selon le ministère du Cadre de vie, de réduire d'environ 10 minutes le temps de trajet sur cette section. Sa mise en service pourrait aussi aider à réduire les risques d'accidents de la route en fluidifiant le trafic. Les retombées du projet devraient également s'étendre aux échanges transfrontaliers entre le Bénin et ses voisins comme le Ghana ou la Côte d'Ivoire.

GHANA

Hausse de 63 % du prix bord champ du cacao pour la campagne de 2025/2026

Le Ghana est le deuxième producteur mondial de cacao après la Côte d'Ivoire. Dans le pays, le gouvernement a enfin tranché sur la question du prix bord champ, un sujet qui faisait débat depuis plusieurs semaines à l'approche de la nouvelle campagne.
Au Ghana, le prix d'achat d'une tonne de cacao auprès des producteurs a été fixé à 5 040 $ pour le compte de la campagne 2025/2026 qui s'ouvrira le 7 août prochain. C'est ce qu'a annoncé le ministère des Finances dans un communiqué publié lundi 4 août.
Ce nouveau tarif affiche une augmentation de 62,5 % par rapport à celui qui était en vigueur au cours de la campagne précédente (3 100 $). Il reste toutefois en deçà des attentes des producteurs, qui plaidaient pour un prix d'au moins 4 000 cedis pour le sac de 64 kg, ce qui représente environ 5 937 $ pour la tonne de cacao.
S'exprimant notamment sur le sujet le 29 juillet dernier, Ernestina Osei-Tutu, présidente de la coopérative Eastern Women Cocoa Farmers, soulignait qu'un prix bord champ inférieur à leur réclamation pourrait compromettre la rentabilité des exploitants agricoles, en raison de la hausse généralisée des coûts de production (intrants, main-d'œuvre et entretien des plantations).
Face à cette situation, le ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, a annoncé de nouvelles mesures d'accompagnement en faveur des producteurs, dont la réintroduction, dès la campagne 2025/2026, du programme gouvernemental de distribution gratuite d'intrants destinés à la culture du cacao.

NIGERIA

L'électricité produite mais non vendue, pèse sur les finances publiques

Malgré des réformes engagées depuis la privatisation du secteur électrique en 2013, le Nigeria peine à faire de l'électricité un levier de développement économique. Le déséquilibre entre l'offre, la demande et les capacités de transport continue de freiner la valorisation de l'énergie produite. La Niger Delta Power Holding Company (NDPHC), entreprise publique nigériane, prévoit de mettre sur le marché 200 mégawatts (MW) de capacité électrique inutilisée, sur les 2 000 MW qu'elle détient. Faute d'accords commerciaux validés, cette électricité reste hors réseau, alors même que la société n'encaisse qu'environ 30 % de ses créances. Ce déficit de valorisation pèse sur la solidité financière de l'opérateur.
Selon des informations relayées par la presse lundi 21 juillet, les 200 MW concernent principalement les centrales thermiques d'Omotosho et d'Alaoji. La NDPHC a signé plusieurs Power Purchase Agreements (PPA) avec des acheteurs privés, mais ces contrats restent en attente d'approbation par la Nigerian Electricity Regulatory Commission (NERC). La récente réforme de l'Electricity Act lui permet pourtant de contractualiser directement avec des clients solvables, sans passer par le marché régulé. Mais en pratique, ces nouvelles prérogatives se heurtent encore à des lenteurs administratives et à un manque de coordination entre les acteurs du secteur.
Le cas de la NDPHC illustre un déséquilibre structurel du système électrique nigérian. D'après le Nigeria System Operator et la NERC, le pays dispose d'environ 14 000 MW de capacité installée, mais seulement 4 000 à 6 000 MW sont effectivement produits. La situation met en lumière les défaillances dans la chaîne entre production, transport et distribution. La demande théorique, quant à elle, est estimée à 30 000 MW selon les scénarios du Nigerian Energy Transition Plan (ETP) et les objectifs à long terme du Federal Ministry of Power. À cela s'ajoutent des pertes techniques et commerciales supérieures à 50 % sur le réseau, et une faible capacité des distributeurs à honorer leurs paiements. Au-delà de la NDPHC, d'autres producteurs, publics comme privés, peinent eux aussi à valoriser une partie de leur production, faute de débouchés contractuels, ce qui affecte directement leurs revenus.
Tant que les contrats d'achat d'électricité signés par la NDPHC ne seront pas validés par le régulateur, les 200 MW resteront inutilisés. Selon un rapport publié par PwC Nigeria en 2024, la réussite de l'Electricity Act dépend de la capacité des autorités à rendre effectifs ces accords.

MARCHÉS EUROPÉENS

Hausse continue des indices européens après les PMI

Les marchés européens poursuivent leur progression après la publication des indices PMI. En zone euro, l'indice désaisonnalisé PMI composite HCOB de l'activité globale s'est redressé de 50,6 en juin, à 50,9 en juillet, signalant une accélération de l'expansion. Côté valeurs, Eutelsat occupe la première place au sein de l'indice SBF 120 après avoir publié des résultats annuels supérieurs aux attentes. Diageo grimpe à Londres après une performance annuelle dépassant les attentes. Vers 12h, le CAC 40 gagne 0,23% à 7649 points. L'Eurostoxx 50 progresse de 0,26% à 5256 points.

En Europe, Diageo (+4,23% à 1891 pence) affiche une des plus fortes hausses à Londres après avoir publié des résultats annuels 2024/2025 supérieurs aux attentes. Sur cette période, le chiffre d'affaires net s'est établi à 20,25 milliards de dollars, en baisse de 0,1% sur une base déclarée mais en hausse de 1,7% en organique. Les analystes tablaient sur 20,2 milliards de dollars et une augmentation organique de 1,4%.
Le bénéfice net ressort à 2,538 milliards de dollars, soit un repli de 39,1%. Le bénéfice par action (BPA) a atteint 164,2 cents en recul de 8,06%, dépassant les 161,6 cents attendus.
A Paris, Eutelsat (+5,77% à 3,11 euros) se montre particulièrement volatile, alors qu'à l'ouverture, le titre a grimpé jusqu'à 11,38%. Le groupe a publié des résultats annuels globalement mitigés. Sur la période, il a généré un chiffre d'affaires de 1,243 milliard d'euros, en progression de 2,5%. " Les résultats de l'exercice 2024-25 sont en ligne avec nos objectifs.
L'année a été marquée par des activités LEO soutenues, dont le chiffre d'affaires a progressé de plus de 80% et représentent désormais 15% du chiffre d'affaires ", a réagi Jean-François Fallacher, directeur général d'Eutelsat. L'Ebitda s'élève à 676 millions d'euros, dépassant les 625 millions d'euros attendus par les analystes.
Maurel & Prom (+3,74% à 5,27 euros) progresse alors que le groupe a dévoilé des résultats en repli au premier semestre 2025. Le chiffre d'affaires s'élève à 289 millions de dollars, en baisse de 30% par rapport au premier semestre 2024 (412 millions de dollars), en raison de la baisse à la fois de la production consolidée en part M&P (en recul de 7% à 29 620 boepd) et du prix de vente moyen de l'huile (en chute de 16% à 70,9 dollars/baril). La moindre activité de trading d'huile pour le compte de tiers (52 millions de dollars contre 77 millions de dollars en 2024) explique également cette baisse. L'excédent brut d'exploitation (Ebitda) s'établit à 140 millions de dollars en recul de 25%. Le résultat opérationnel s'établit à 98 millions de dollars en repli de 22%.

Les chiffres macroéconomiques

Au mois de juin, la production industrielle française a bondi de 3,8%, loin de la hausse de 0,8% qui était anticipée par les analystes. Au mois de mai, la production industrielle dans l'Hexagone avait reculé de 0,7%.
En juin 2025, les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,8% dans la zone euro et de 0,7% dans l'UE, par rapport à mai 2025, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En mai 2025, les prix à la production industrielle avaient diminué de 0,6% dans la zone euro et dans l'UE. En juin 2025, par rapport à juin 2024, les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,6% dans la zone euro et dans l'UE.
En France, s'étant rapproché de la barre du 50,0 du sans changement et ayant atteint, à 49,6, un sommet de neuf mois en juin, l'indice PMI HCOB de l'activité commerciale – qui compare le volume d'activité du mois en cours à celui du mois précédent – s'est replié à 48,5 en juillet contre 49,7 attendu. Il signale ainsi la plus forte contraction de l'activité du secteur des services français depuis avril dernier.
À 50,6 en juillet, l'indice PMI HCOB de l'activité commerciale en Allemagne est en hausse par rapport à 49,7 en juin et de nouveau au-dessus du seuil neutre de 50,0 pour la première fois en quatre mois. Le secteur des services en Allemagne a pris un départ positif au second semestre de l'année, avec une croissance renouvelée de l'activité commerciale et une hausse de la demande, selon la dernière enquête HCOB PMI.
En zone euro, l'indice désaisonnalisé PMI composite HCOB de l'activité globale (une moyenne pondérée de l'indice PMI HCOB de la production manufacturière et de l'indice PMI HCOB de l'activité du secteur des services) s'est redressé de 50,6 en juin à 50,9, signalant une accélération de l'expansion en juillet. Le taux de croissance de l'activité est toutefois demeuré modeste et inférieur à sa moyenne de long terme (moyenne de l'indice composite depuis 1998 à 52,4).
Aux États-Unis, les données sur la balance commerciale en juin seront connues à 14h30.
Aux États-Unis, l'indice PMI services en juillet sera publié à 15h45 suivi à 16h de l'indice ISM services en juillet.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Août 2025
Valeur : 06 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.2845	130.2995
1	EUR	EURO	150.5698	150.6002
1	GBP	POUND STERLING	172.8828	172.9716
100	JPY	JAPANESE YEN	88.0479	88.0878
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1518	18.1544
1	CHF	SWISS FRANC	161.0439	161.1421
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4981	94.5364
1	DKK	DANISH KRONE	20.1754	20.1793
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4498	13.4542
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6883	12.7063
1	AED	UAE DIRHAM	35.4680	35.4769
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7305	34.7363
1	KWD	KUWAITI DINAR	426.0448	426.2332
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.5496	43.9873
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2391	14.2407
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.7880	23.9099
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2629	3.2730
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.2687	176.2687

BOURSE DE ZURICH

Rebond technique à effet retard

La Bourse suisse rattrapait mardi l'avance prise la veille par ses consoeurs européennes dans un mouvement de rebond technique, tandis que la place zurichoise devait encore digérer le choc des droits de douane punitifs étatsuniens formulés vendredi, jour de fête nationale.
"La semaine a débuté sur une note positive, les investisseurs se pressant de profiter des corrections sur les cours durant la semaine dernière," observe Ipek Ozkardeskaya, pour Swissquote. "Buy now, think later," ironise l'analyste vedette de la banque en ligne glandoise.
Le moral des responsables d'achat européens (PMI) s'est avéré un peu plus morose que prévu au mois de juillet, sauf en Allemagne. Il reste à prendre connaissance de ce même indicateur aux Etats-Unis.
"Des données plus faibles que prévu pourraient renforcer les attentes de relâchement de la part de la Fed (...) alors que des données plus robustes amenuiseraient la probabilité d'une baisse de taux en septembre," imagine Mme Ozkardeskaya.
Les droits de douane étatsuniens se maintiennent en outre sur le devant de la scène après le choc du taux de 39% qui doit être appliqué dès jeudi aux importations helvétiques.
Pressé par les milieux économiques et politiques autochtones, le Conseil fédéral se démène pour corriger le tir, ou du moins en amenuiser l'impact.
La thématique se déplace en outre vers l'est. "Le président Trump a en effet menacé d'augmenter 'substantiellement' les droits de douane sur les exportations indiennes vers les Etats-Unis, en représailles aux achats de pétrole russe," relève John Plassard, en charge de l'investissement chez Cité Gestion.
A 10h45, le Swiss Market Index (SMI) s'appréciait de 0,39% à 11'862,91 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,32% à 1970,72 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,37% à 16'548,37 points. Sur les 31 principales valorisations, vingt progressaient, deux hésitaient et les neuf dernières reculaient.
Le géant américain du béton Amrize (-0,1%) remontait des tréfonds du classement provisoire, qui doit présenter mercredi dans la nuit ses résultats à mi-parcours. La lanterne rouge échoyait désormais à Adecco (-2,0%). Le prestataire de ressources humaines externalisées a vu tous ses principaux indicateurs s'éroder sur les six premiers mois de l'année.
Les valeurs du luxe Swatch (porteur -0,3%) et Richemont (-0,5%) restaient boudées. Alcon (+0,3%) à l'inverse était repassé du bon côté de l'équilibre.
Le spécialiste des consommables et implantables ophtalmique a jeté son dévolu sur l'américain Staar Surgical, concentré sur les lentilles intraoculaires.
Le paquebot alimentaire veveysan Nestlé accélérait de 0,5%. Les poids lourds pharmaceutiques Novartis (+0,8%) et Roche (+0,3%) continuaient à faire fi des desiderata formulés par Donald Trump pour une réglementation des prix des médicaments sur le premier débouché mondial du secteur.
Le géant de la souris Logitech (+3,2%) faisait cavalier seul en tête d'indice, sans indication particulière.
Le prestataire de ressources humaines externalisées Adecco s'appréciait de 0,7%, sur fonds de résultats ternes mais meilleurs qu'escompté.
Sur le marché élargi, L'industriel zurichois Oerlikon (-13%) a par contre franchement déçu à l'issue du premier semestre et ravalé une partie de ses ambitions pour l'ensemble de l'exercice.
La société de participation Ci Com (-37%) a été autorisée à reprendre le négoce pour trois mois, avant une décotation forcée.

ÉTATS-UNIS

Une caution pouvant atteindre 15 000 dollars exigée à certains demandeurs de visa étrangers

Le département d'État américain a annoncé la mise en place d'un projet pilote inédit qui pourrait imposer aux ressortissants de certains pays une caution allant jusqu'à 15 000 dollars pour obtenir un visa touristique ou d'affaires.

Cette mesure, dévoilée lundi 4 août, s'inscrit dans le cadre de la politique migratoire durcie de l'administration Trump, qui entend limiter les dépassements de séjour autorisé sur le sol américain.
Selon la notice officielle, la mesure entrera en vigueur 15 jours après sa publication au registre fédéral, prévue pour le mardi 6 août.
Le dispositif devrait être expérimenté sur une période de 12 mois, dans le but d'évaluer son efficacité comme outil de dissuasion face à l'immigration illégale.

Qui est concerné ?

Le programme cible les ressortissants de pays identifiés par le Département d'État comme ayant des taux élevés de dépassement de durée de séjour ou dont les systèmes de vérification sont jugés insuffisants.

La liste exacte des pays visés n'a pas été rendue publique, mais les observateurs estiment que plusieurs pays africains et asiatiques pourraient être concernés, compte tenu des tendances migratoires et des récentes décisions diplomatiques.
Les agents consulaires américains auront le pouvoir discrétionnaire d'exiger cette caution, qui devra être versée au moment de l'obtention du visa.
Le montant pourrait atteindre jusqu'à 15 000 dollars, une somme restituée à condition que le demandeur quitte bien les États-Unis avant la fin de son visa.

Une réponse à 500 000 dépassements de séjour

Le document publié par le département d'État indique qu'environ 500 000 personnes ont dépassé la durée de leur visa durant l'année fiscale 2023 (d'octobre 2022 à octobre 2023).
Un chiffre jugé préoccupant par l'administration américaine, qui considère ce phénomène comme un vecteur majeur de l'immigration clandestine.
En réponse, cette caution est censée inciter les visiteurs à respecter scrupuleusement les conditions de leur séjour.
En cas de non-respect, les autorités se réservent le droit de retenir la caution et de déclencher des mesures d'interdiction d'entrée future.

LE TAUX DE CHÔMAGE AU ROYAUME-UNI ATTEINT 4,7% EN MAI

La croissance des salaires ralentit

Le taux de chômage au Royaume-Uni a augmenté plus que prévu en mai, selon les données publiées jeudi, tandis que la croissance des salaires a légèrement ralenti, offrant à la Banque d'Angleterre la possibilité de réduire à nouveau ses taux d'intérêt le mois prochain.
Selon l'Office national des statistiques, le taux de chômage a augmenté à 4,7% au cours des trois mois jusqu'à mai, dépassant les 4,6% observés le mois précédent, niveau auquel il était attendu de rester.
Il s'agit du niveau le plus élevé depuis juin 2021.
La croissance des salaires dans l'ensemble de l'économie, hors primes, est tombée à un taux annuel de 5,0% au cours des trois mois jusqu'à mai, en dessous des 5,3% observés le mois précédent, un niveau qui avait été révisé à la hausse par rapport aux 5,2% annoncés précédemment.
La faiblesse du marché du travail, ainsi que la baisse de la croissance des salaires, devraient aider les décideurs de la Banque d'Angleterre à décider de réduire à nouveau les taux d'intérêt lors de leur prochaine réunion en août, la banque centrale britannique ayant réduit les taux d'intérêt de quatre quarts de point depuis août dernier.
L'inflation britannique a augmenté régulièrement depuis qu'elle a atteint un plus bas de trois ans à 1,7% en septembre dernier, avec un taux annuel d'inflation des prix à la consommation atteignant son plus haut niveau depuis plus d'un an à 3,6% en juin, selon les chiffres publiés mercredi.
Cependant, la hausse des prix était attendue par la Banque d'Angleterre, les décideurs prévoyant en mai que l'inflation globale reviendrait à l'objectif au premier trimestre 2027.
Dans le même temps, les données du produit intérieur brut de la semaine dernière ont montré une baisse inattendue de la production en mai.
Le gouverneur Andrew Bailey a déclaré que les taux d'intérêt devraient rester sur une trajectoire descendante progressive, car un marché du travail plus faible exerce une pression à la baisse sur la croissance des salaires et les perspectives de croissance économique restent médiocres.

ELLES DEVAIENT AUGMENTER DE 7,22 %

Javier Milei bloque la revalorisation des retraites en Argentine

Javier Milei a opposé son veto à une loi visant à augmenter les retraites et une loi en faveur des personnes en situation de handicap, ce lundi 4 août.
Le président argentin Javier Milei a opposé son veto à une loi visant à augmenter les retraites approuvée par la majorité au Congrès en juillet, estimant que le texte contrevient à sa politique budgétaire, selon un communiqué publié au bulletin officiel, lundi 4 août.
Le véto présidentiel empêche une augmentation de 7,2% des retraites et une hausse de 40.000 pesos (environ 30 dollars) d'une allocation mensuelle.

70% des retraités sous le seuil de pauvreté
Selon des études privées, les retraités sont les personnes les plus affectées par la politique d'austérité menée par le gouvernement argentin. Plus de 70 % des retraités reçoivent une allocation minimale équivalente à 275 dollars par mois, ce qui est inférieur au seuil de pauvreté.
Javier Milei a déjà fait opposition à une revalorisation des pensions de retraites en août 2024. Le gouvernement est minoritaire dans les deux chambres du Congrès, avec 39 députés sur 257, et 6 sénateurs (plus un allié) sur 72.
Pour renverser un veto, l'opposition doit réunir les deux tiers des voix dans chaque chambre.
Le président argentin a également usé de son veto pour contrer la restauration pour deux ans d'un moratoire expiré en mars dernier, qui aurait permis aux Argentins qui ne peuvent pas justifier les 30 années de cotisation exigées d'accéder à une retraite dans un pays où plus de 40 % du travail est informel.

ACCUSÉE PAR TRUMP DE « VOLER » LES ETATS UNIS

La Suisse sonne le branle-bas de combat pour échapper aux droits de douane de 39 %

Le gouvernement Suisse tente de négocier un accord commercial avec les États-Unis, alors que ses exportations sont menacées par des droits de douane de 39% à partir du 7 août.Réunion d'urgence du gouvernement fédéral, consultations avec les entreprises, les autorités suisses ont sonné le branle-bas de combat pour tenter de trouver une réponse à la menace de Donald Trump d'assener 39% de droits de douane punitifs aux produits du petit pays alpin.
Le gouvernement suisse doit se réunir, ce lundi 4 août, en visioconférence pour une séance extraordinaire, selon la chancellerie fédérale. Le Secrétariat d'État à l'Économie s'est également entretenu avec divers représentants de l'économie helvétique, a-t-il indiqué, sans divulguer le contenu des discussions.Le gouvernement a par ailleurs annoncé vouloir poursuivre les négociations avec les États-Unis sur les droits de douane, "si besoin au-delà du 7 août", en abordant cette nouvelle phase de discussions "avec la volonté de présenter une offre plus attractive".
Le gouvernement suisse est "déterminé à poursuivre les discussions et négociations", en tenant compte des préoccupations des États-Unis", a encore indiqué l'exécutif dans un communiqué à l'issue d'une réunion de crise.

39% de surtaxe au lieu des 31% prévus

La Suisse est sonnée par la décision de l'administration américaine, qui a relevé les droits de douane pour les produits suisses importés aux États-Unis à 39% à compter du 7 août, contre 31% initialement annoncés début avril.
La décision a estomaqué le pays alpin qui avait d'emblée choisi la voie de la négociation avec les États-Unis après ce Donald Trump avait appelé le "Liberation Day" (jour de la libération) début avril.
Selon Karin Keller-Sutter, le présidente de la Confédération, le président américain Donald Trump a l'impression que la Suisse "vole" les États-Unis au vu d'un déficit commercial de près de 40 milliards de francs suisses (42,8 milliards d'euros). Le Conseil fédéral (gouvernement) - qui dit avoir appris avec grand regret cette surtaxe de 39% - espère pouvoir utiliser les quelques jours de répit avant l'échéance du 7 août pour négocier des concessions.
À l'ouverture lundi, la Bourse suisse a accusé le coup, perdant 2% dans les premiers échanges, avant de rattraper progressivement ses pertes. A 11H14 GMT, le SMI, l'indice de référence de la Bourse suisse, perdait 0,65% à 11.759,03 points, avec toutefois une certaine fébrilité au sein des grandes valeurs de l'indice qui évoluent de manière erratique.

VOLTE-FACE À CUPERTINO

Apple veut désormais créer son propre ChatGPT

Apple change son fusil d'épaule. Désormais, le géant californien veut développer son propre chatbot… Mais est-ce trop tard ?

Car lors du lancement d'Apple Intelligence, Apple avait clairement écarté l'idée de proposer son chatbot maison, préférant s'appuyer sur ChatGPT intégré à Siri pour fournir des réponses générales.
La firme jugeait alors l'intérêt du grand public pour ce type d'outil limité, rejetant l'idée que cette absence traduisait un retard en intelligence artificielle, et certains membres de ses équipes IA restaient eux-mêmes sceptiques face à l'utilité de solutions comme ChatGPT ou Claude. Mais face à la popularité toujours grandissante de ces produits, ils se sont maintenant rendus à l'évidence.

Une équipe dédiée

Outre Apple Intelligence et Siri, Apple a discrètement lancé un chantier d'envergure en coulisses, révèle le très bien renseigné Mark Gurman. Il s'agit d'un système d'IA capable d'explorer le Web pour fournir des réponses directes, à l'instar des chatbots les plus populaires. Ce projet est porté par une nouvelle équipe baptisée Answers, Knowledge and Information (AKI) et dirigée par Robby Walker. Il devrait se traduire par une application autonome, dont les fonctionnalités seraient aussi incorporées à Siri, Spotlight et Safari.
D'ailleurs, Apple recrute activement des spécialistes en algorithmes de recherche, et il n'est pas exclu que le potentiel rachat d'un acteur majeur de l'IA, mentionné à plusieurs reprises ces dernières semaines, vise justement à concrétiser cet effort spécifique.

Enjeu maximal

L'enjeu est maximal. En effet, la firme de Cupertino dépend encore largement de Google, qui lui verse environ 20 milliards de dollars par an pour rester le moteur de recherche par défaut sur ses appareils. Si le département de la Justice américain impose une renégociation de cet accord, ce qui est fort probable, c'est une partie significative de la croissance des services qui pourrait vaciller.
Dans le même temps, l'expérience actuelle montre ses limites, Siri redirigeant souvent vers Google. Dans ce contexte, un chatbot made in Apple pourrait non seulement réduire sa dépendance à des tiers, mais aussi renforcer la cohérence de son écosystème et ses promesses de confidentialité.

Alors que lo marché de la recherche se transforme rapidement grâce à l'IA générative, Apple n'a plus le luxe d'attendre : avancer vite, c'est l'assurance de rester un acteur central de la recherche intelligente sur iPhone, Mac et au-delà. Reste à voir si ses équipes parviendront à relever ce défi.

Google dit oui au Code IA européen, mais n'est pas totalement convaincue

Dans un bref communiqué, Google annonce qu'elle signera le code de bonnes pratiques en matière d'intelligence artificielle (IA) au sein de l'Union européenne (UE). L'entreprise ne semble, malgré tout, pas totalement convaincue.
Ce guide, destiné aux entreprises, s'inscrit directement dans la législation encadrant l'IA dans l'UE, l'AI Act. Publié le 10 juillet dernier, il vise à les aider se conformer aux futures obligations prévues par la législation en matière de transparence, de respect du droit d'auteur, et de sécurité. Par exemple, les modèles présentant des risques élevés doivent faire l'objet d'un suivi rigoureux, et être évalués de manière très poussée avant d'être distribués.

« Nous signons, mais… »

« Nous nous joindrons à plusieurs autres entreprises, dont des fournisseurs de modèles américains, pour signer le code de pratique de l'Union européenne sur l'IA à usage général. Nous espérons que ce code, tel qu'il sera appliqué, favorisera l'accès des citoyens et des entreprises européens à des outils d'IA sûrs et de première qualité dès qu'ils seront disponibles », fait savoir Google. La firme de Mountain View emboîte ainsi le pas aux géants Anthropic (Claude), OpenAI (ChatGPT) ainsi qu'à la start-up française, Mistral AI.Mais elle ne manque pas de tacler certains aspects de la réglementation. « Nous restons préoccupés par le fait que la loi et le code sur l'IA risquent de ralentir le développement et le déploiement de l'IA en Europe », indique la société.
C'est, d'ailleurs, une préoccupation commune avec de nombreuses autres entreprises, même européennes. Ces dernières estiment que le texte risque d'aggraver leur retard sur la concurrence chinoise et américaine, et réclament même un report de sa mise en application.

Meta refuse

« Les dérogations à la législation européenne sur le droit d'auteur, les mesures qui ralentissent les approbations ou les exigences qui exposent les secrets commerciaux pourraient freiner le développement et le déploiement de modèles européens, ce qui nuirait à la compétitivité de l'Europe », prévient Google. De son côté, Meta a tout bonnement refusé de signer le dispositif. « L'Europe fait fausse route en matière d'IA. Ce code introduit un certain nombre d'incertitudes juridiques pour les développeurs de modèles, ainsi que des mesures qui vont bien au-delà du champ d'application de la loi sur l'IA », a justifié Joel Kaplan, responsable des affaires internationales du groupe, dans un message publié sur LinkedIn. Depuis le 2 août, les fournisseurs de modèles d'intelligence artificielle à usage général doivent respecter les premières obligations fixées par l'AI Act, soit un tournant important dans l'encadrement des IA génératives. Un tournant que certaines empruntent visiblement sans grande conviction.

Elon Musk dépose la marque "MacroHard" : vrai projet ou tâcle à Bill Gates et Microsoft ?

XAI, l'entreprise d'intelligence artificielle (IA) d'Elon Musk, vient de déposer la marque MicroHard. En toute vraisemblance, il s'agit d'une tentative pour se payer la tête de Microsoft, et plus particulièrement de Bill Gates.
C'est désormais connu : les deux milliardaires ne sont pas les meilleurs amis du monde. À de nombreuses reprises, Musk n'a pas hésité à tacler son homologue dans des tweets moqueurs. Mais cette nouvelle information fait passer leur petite querelle dans une autre dimension.

L'inverse linguistique de Microsoft

D'après un dépôt de marque effectué auprès de l'office américain des brevets, la marque MacroHard est désormais déposée. Mentionné à moult reprises par Elon Musk ces dernières années, ce terme est littéralement l'inverse linguistique de Microsoft (« micro » contre « macro » et « soft » contre « hard »). C'est donc un jeu de mots volontaire, qui détourne le nom de l'entreprise en quelque chose de moqueur et provocateur.
Et cette nouvelle entité pourrait impliquer un projet récemment évoqué par le milliardaire dans un tweet : « Nous sommes en train de créer un logiciel d'IA multi-agents, dans lequel Grok génère des centaines d'agents spécialisés dans le codage et la génération/compréhension d'images/vidéos, qui travaillent tous ensemble, puis émule des humains interagissant avec le logiciel dans des machines virtuelles jusqu'à ce que le résultat soit excellent ».
Pour conclure sa publication, il suggérait que le nom de la marque pourrait être quelque peu satirique.

Une querelle de longue date

Faire un tel pied de nez à Bill Gates n'est pas vraiment surprenant de la part d'Elon Musk. Dès 2020, le cofondateur de Microsoft critiquait ouvertement les prises de position jugées « outrageuses » de Musk, l'invitant à « se concentrer sur les voitures et les fusées ». La tension est montée d'un cran deux années plus tard, lorsque des messages privés ont révélé que Bill Gates avait misé 500 millions de dollars sur une baisse de l'action de Tesla. Musk a alors réfusé une rencontre autour de projets philanthropiques, et publié un mème moqueur le comparant à un « homme enceint ». Depuis, les piques et moqueries se multiplient sur X.com, entre attaques directes et détournements humoristiques.
Une situation qui s'est encore empirée avec l'arrivée de Musk au sein de l'administration Trump, suscitant l'ire de Bill Gates. Un contexte explosif, donc, qui rend le dépôt de marque MacroHard d'autant plus ironique. Pas sûr que le premier intéressé apprécie vraiment…

Brèves

Cloudera rachète Taikun

Le spécialiste du big data a annoncé une opération de croissance externe en s'emparant de Taikun. Ce dernier propose une plateforme pour les entreprises qui souhaitent déployer et gérer Kubernetes à grande échelle dans des cas d'utilisation multi-cloud, multi-cluster et multi-utilisateur. Avec cette acquisition, Cloudera va pouvoir diffuser sa solution n'importe quel emplacement, en disposant de la flexibilité et du contrôle nécessaires. Dans le cadre de l'opération pour un montant non communiqué, les équipes d'ingénieurs de Taikun rejoindra la division Engineering, Produit et Support de Cloudera en apportant une expertise technique approfondie sur Kubernetes. De plus, le siège de Taikun en République Tchèque deviendra le nouveau pôle de développement européen de Cloudera.

Anthropic coupe l'accès de Claude à OpenAI

L'éditeur a révoqué mardi l'accès d'OpenAI à son API Claude, dénonçant une violation de ses conditions d'utilisation. En cause : l'utilisation des outils Claude par OpenAI pour tester des fonctionnalités concurrentes, notamment en codage, dans le cadre du développement de GPT-5. Selon Wired, OpenAI avait recours à un accès développeur spécifique pour connecter Claude à ses outils internes, contournant l'interface classique de chat. Cette intégration lui permettait de mener des évaluations poussées sur les performances de Claude en programmation, en génération de contenu, ainsi que sur ses réponses à des requêtes sensibles liées à la sécurité. L'entreprise indique néanmoins qu'un accès pourra être maintenu pour des tests de sécurité et de benchmark, conformément aux pratiques du secteur.

AVEC LA CALANDRE QUI CHANGE

Voici le nouveau visage des Mercedes

Premier aperçu de la future Mercedes GLC électrique, attendue pour septembre au salon IAA de Munich. Avec une calandre entièrement repensée et rétroéclairée, ce SUV marque le début d'un nouveau langage stylistique chez Mercedes, entre héritage visuel assumé et virage high-tech pour l'ère électrique.

Il ne vous aura sans doute pas échappé que le dessin des Mercedes électriques badgées EQ n'a pas franchement fait l'unanimité. Des lignes arrondies, molles, une forme de galet, malheureusement pas de quoi donner envie aux aficionados de la marque de se tester au véhicule à batterie. D'où un changement radical annoncé par Mercedes. Exit le "EQ" et le design qui y est associé. Et voilà que l'on commence à découvrir ce que la marque à l'étoile nous prépare. À travers une première image diffusée ce lundi 4 août, Mercedes-Benz dévoile les contours de son prochain GLC électrique. Plus qu'un simple restylage ou une version électrifiée, ce SUV de nouvelle génération inaugure un nouveau langage visuel que la marque appelle "Sensual Purity – Next Chapter". Derrière cette appellation marketing obscure, ce qu'il faut comprendre, c'est que désormais, la calandre devient l'élément central de cette transformation.

Une calandre réinterprétée pour l'ère électrique

Large, cerclée de chrome, mais surtout totalement pleine, façon verre fumé. Elle intègre un éclairage de contour, ainsi qu'une étoile Mercedes rétroéclairée. Et elle pourra même intégrer jusqu'à 942 LED animées en option. Et cette transformation de la face avant est loin d'être anecdotique puisque si elle ne sert plus à refroidir un moteur thermique, elle devient un symbole de modernité, de technologie et d'appartenance à la marque. Depuis un siècle, la calandre Mercedes a toujours été une signature forte du constructeur : de la 600 Pullman W100 des années 60 à la Classe S W108, elle symbolisait une certaine idée du luxe. Le GLC électrique aimerait prolonger cette tradition mais en la réinventant complètement. La nouvelle face avant épure les lignes et abolit les lamelles classiques, au profit d'une surface lisse et lumineuse. Mercedes revendique ici une évolution dans la continuité, alliant héritage et futur. C'est aussi une manière d'unifier le design des futurs modèles électriques, avec un motif immédiatement identifiable.

Plateforme 800V, nouveau logiciel, nouveau design…

Mercedes joue gros ici puisque le GLC n'est pas un modèle comme les autres : c'est tout simplement le best-seller mondial de la marque. Lui confier la mission d'inaugurer le nouvel écosystème MB.OS (la plateforme logicielle maison) et la nouvelle esthétique de la gamme électrique en dit long sur l'ambition de la marque. Dans l'habitacle, Mercedes promet une intégration fluide de sa dernière génération d'infodivertissement via le grand écran MBUX Hyperscreen, et une ambiance pensée pour offrir ce qu'elle appelle un effet "Welcome Home" (bienvenue à la maison). À l'occasion de la publication des premières photos des modèles camouflés en mars dernier, on avait également appris qu'il aurait une architecture 800 Volts lui permettant des puissance et temps de recharge canons. Quant à l'appellation, il s'agira bien d'un GLC, à ceci près que contrairement à ses frères GLC thermiques, il sera "à technologie EQ", pour signifier son électrification. Rendez-vous au salon de Munich IAA dès le 9 septembre 2025 pour découvrir ce nouveau Mercedes GLC.

D'où vient exactement le problème des airbags Takata dangereux ?

Entreprise japonaise, Takata, qui a fait faillite, n'en finit plus de faire parler d'elle encore aujourd'hui. Mais si la maison mère est japonaise, le problème des airbags vient surtout de la branche américaine qui aurait cédé aux sirènes de "l'argent facile" en produisant une version spéciale de l'explosif utilisé dans les airbags. Explosif qui est particulièrement sensible à l'humidité. Les airbags Takata occupent encore aujourd'hui une grosse partie de l'actualité. Il faut dire que leur utilisation massive dans des voitures vendues au niveau mondial n'a pas été sans conséquences. Rien qu'en France, il aurait été recensé quelque 18 décès au volant, dont 16 dans les départements et territoires d'outre-mer.

L'affaire remonte en fait au début des années 2000. A cette époque, la branche américaine de Takata utilise un produit spécifique pour rendre l'explosif utilisé dans les airbags plus stable et plus facile à produire. Les fameux « PSAN » (Phase stabilized Ammonium Nitrate). Et donc à vendre en très grande quantité. Rapidement, Takata inonde le marché avec un explosif contenant ledit nitrate d'ammonium. Un composé chimique assez courant dans le milieu militaire, mais de qualité finalement médiocre dans un usage offensif. Le nitrate d'ammonium est aussi à la base de l'agriculture pour les engrais. C'est ce même produit qui avait engendré l' énorme explosion dans le port de Beyrouth en 2020, pour des raisons de mauvais stockage.

Le problème de l'humidité ambiante

Au-delà d'un certain taux d'humidité dans l'air (environ 60 % à 30°), le nitrate d'ammonium absorbe l'humidité en excédant. C'est ce qui explique que les airbags Takata sans dessicant, un déshumidifiant très utilisé dans l'industrie, soient si dangereux dans les régions d'outre-mer où chaleur et humidité ne font pas bon ménage.

Mais pourquoi, au juste ? Selon les ingénieurs de l'IGEDD, l'humidité pénètre à l'intérieur de l'explosif et le « fragmente ». Au lieu d'exploser et de produire une combustion de surface, le nitrate d'ammonium s'embrase intégralement à cause des fractures causées par l'humidité dans le composé. L'explosion est alors bien plus importante que prévu.

Voilà pourquoi les airbags Takata sont si dangereux et peuvent expulser des particules métalliques sous le coup de l'explosion. Des fragments souvent mortels pour le conducteur.

Dans le milieu de l'agriculture, le gouvernement français préconise d'ailleurs aux exploitants « d'éviter l'humidité dans le stockage (risque de dégranulation et prise en masse de l'engrais) : pas de stockage à l'extérieur sans bâche, de préférence ininflammable ».

Tous les airbags à risque ?

Les airbags les plus à risque sont ceux qui utilisent le PSAN sans dessicant. Les airbags en PSAN avec dessicant vieillissent mieux, mais rien ne garantit leur tenue à très long terme. L'IGEDD préconise donc par mesure de sécurité de les remplacer également, même si le planning est plus large pour ces derniers.

Et pour ne rien arranger, signalons que le constructeur Volkswagen est l'un des derniers à utiliser encore aujourd'hui des airbags à PSAN, mais avec un composé protégeant l'explosif de l'humidité. Une barrière supplémentaire au dessicant qui devrait régler les problèmes.

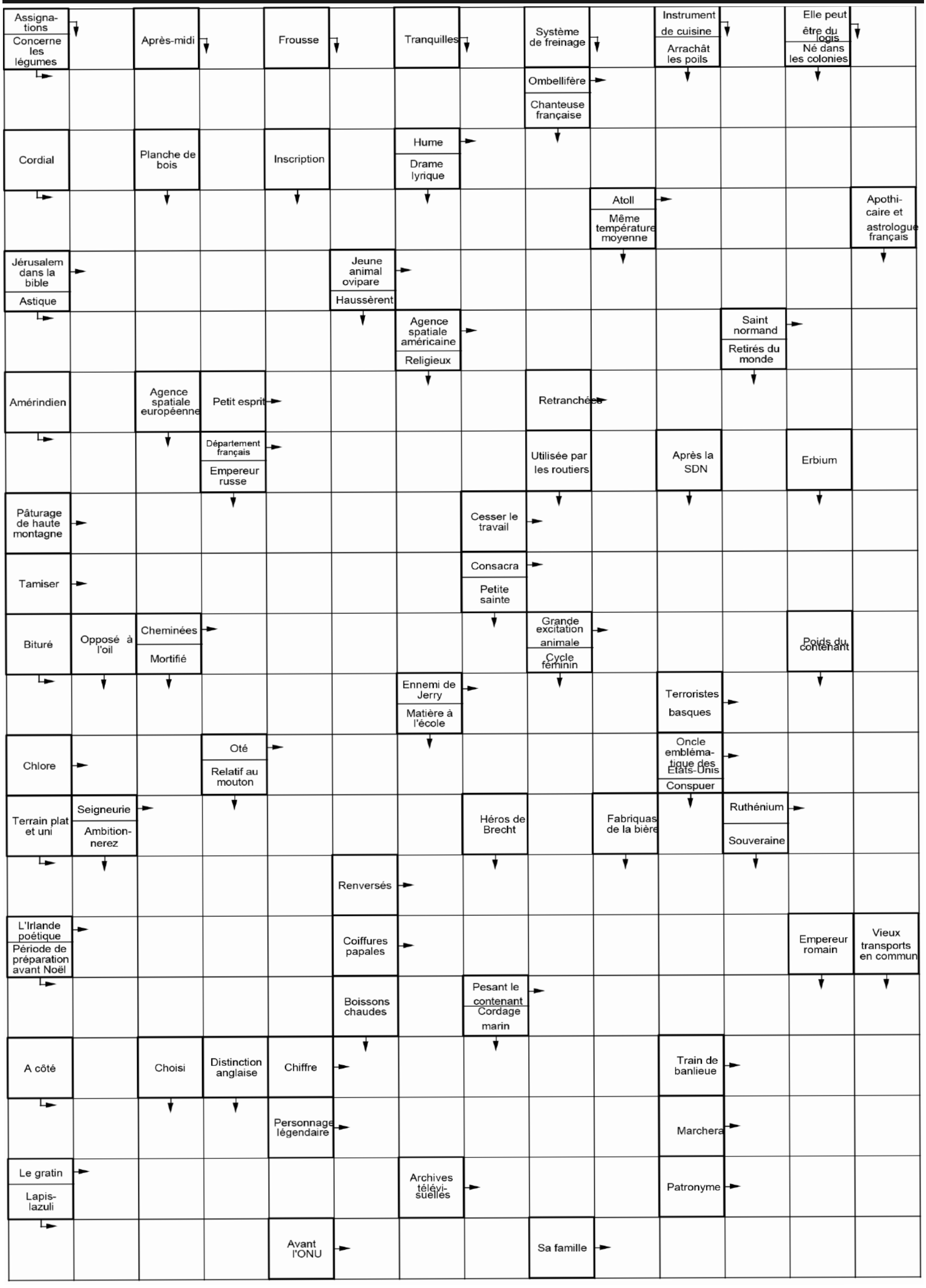
La triche aux Etats-Unis

Rapidement, la NHTSA, l'organisme en charge de la sécurité routière américaine, mène l'enquête. Il apparait que la division américaine de Takata a falsifié les tests de sécurité et d'homologation de ses coussins gonflables pour pouvoir les écouler au niveau mondial. Rapidement, Takata gobe plus de 20 % du marché des airbags dans le monde.

Mais à quel prix ? Dans un premier temps, ce sont surtout des Honda qui sont touchées aux Etats-Unis. Depuis, la vague s'est déferlé sur le monde : Europe, Asie, Amérique, tous les continents ont été concernés par des rappels et problèmes. Takata ayant disparu, la responsabilité a été reportée sur les constructeurs qui sont à peu près tous sur le pied de guerre aujourd'hui.

Mais comme l'a montré le rapport de l'IGEDD, toutes les marques n'ont pas eu la même réactivité pour commencer à prendre en main le dossier et à rappeler les véhicules. Certains ont été plus proactifs et consciencieux que d'autres et ont donc aujourd'hui de l'avance sur les rappels…

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 6 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le baril de Brent à 68,23 dollars

Les cours du pétrole ont légèrement reculé mardi, alors que le marché anticipe un affaiblissement de la demande mondiale au quatrième trimestre. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 0,77% à 68,23 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, tombait de 0,89% à 65,70 dollars. Les analystes expliquent, que "l'offre mondiale pourrait dépasser la demande d'ici la fin de l'année, ce qui pourrait entraîner une accumulation des stocks". Cette situation s'explique, notamment par les récentes hausses des quotas de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+).

REPRÉSENTANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Rebiga prendra part mercredi aux célébrations du bicentenaire de l'indépendance de la Bolivie

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Laïd Rebiga, prendra part, mercredi à Sucre, aux célébrations du bicentenaire de l'indépendance de la Bolivie, a indiqué mardi un communiqué du ministère. "Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Laïd Rebiga, prendra part, mercredi 6 août 2025, aux célébrations du bicentenaire de l'indépendance de la Bolivie, qui se dérouleront à Sucre", lit-on dans le communiqué.

TRANSPORT AÉRIEN

Turkish Airlines reprend ses vols vers Alep

Turkish Airlines, la compagnie aérienne qui dessert plus de pays que tout autre au monde, a repris ses vols vers Alep, qui avaient été suspendus en avril 2012. Après le lancement des vols vers Damas en janvier 2025, avec l'ajout de vols vers Alep, le nombre de destinations desservies par Turkish Airlines en Syrie est passé à deux. Turkish Airlines assurera des vols aller-retour entre l'aéroport d'Istanbul et l'aéroport international d'Alep trois jours par semaine, les mercredis, vendredis et dimanches, à compter du 1er août 2025. À partir du 19 août, les vols vers Alep seront assurés 5 fois par semaine et, à partir du 1er septembre, ils seront assurés quotidiennement.
À propos des vols vers Alep, Mahmut Yayla, vice-président directeur des ventes de Turkish Airlines (Région II), a déclaré : « Alep est l'une des villes les plus importantes de la région, riche en histoire et en culture. Avec la réouverture de notre ligne vers Alep, nous souhaitons renforcer les liens économiques et sociaux entre les deux pays. Chez Turkish Airlines, nous continuons d'accroître nos correspondances tout en offrant à nos clients davantage d'options de voyage. » Turkish Airlines propose des opportunités de voyage sur la ligne Istanbul – Alep-Istanbul à partir de 299 USD avec des achats de billets effectués à partir du 25 juillet 2025. Les prix sont valables sur le site Web de Turkish Airlines et peuvent varier dans les bureaux de vente et les agences.

ORIENTATION DES NOUVEAUX BACHELIERS

Plus de 65 % des étudiants optent pour les sciences et technologies

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a annoncé, mardi, que 70,30% des nouveaux bacheliers ont été orientés vers l'un des trois premiers choix exprimés.
Lors d'une conférence de presse tenue au siège du ministère, consacrée à la présentation des résultats d'orientation des nouveaux bacheliers (session juin 2025), le ministre a indiqué que le nombre d'étudiants orientés s'élève à 331.827, soit 97,34%.
S'agissant des étudiants qui n'ont pas accédé à leurs vœux (2,66%), le ministre a affirmé qu'une «seconde chance leur sera accordée à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 8 août, pour choisir une autre spécialité», et ce afin de consacrer le principe «une place universitaire à chaque bachelier selon ses vœux et ses choix».
M. Baddari a, dans ce contexte, précisé que les résultats des orientations numériques des nouveaux étudiants font ressortir un «intérêt particulier pour les spécialités scientifiques et technologiques», soulignant que «plus de 65,30% des nouveaux bacheliers ont opté pour ces spécialités, ce qui reflète», selon lui, «une prise de conscience accrue quant à la valeur ajoutée que ces dernières apportent à l'économie nationale». Il a, en outre, rappelé que les sciences humaines et sociales, avec la mise à jour de leurs programmes d'enseignement, sont devenues un « pilier essentiel» dans l'étude de la société et l'identification de ses besoins, ce qui les rend «complémentaires aux sciences et à la technologie».
A cette occasion, le ministre a indiqué que «plus de 40.000 nouveaux étudiants, soit 13% des nouveaux bacheliers, bénéficieront de contrats de travail directement après l'obtention de leur diplôme, dans les secteurs de l'Education nationale et de la Santé», ce qui traduit «les orientations de

l'Etat algérien visant à connecter l'université à son environnement socioéconomique».
Il a, par ailleurs, relevé qu'un «nombre important» d'étudiants ayant obtenu les mentions «Excellent» et «Très bien» ont choisi les grandes écoles à Sidi Abdellah et les sciences médicales. S'agissant de la nouvelle rentrée universitaire, elle sera «intelligente et cyber-sécurisée, reposant sur les principes de la numérisation et ce qu'elle offre comme équité procédurale, la démocratisation de l'université et la préservation de la dignité de l'étudiant», a affirmé M. Baddari, ajoutant que «le paiement de tous les frais relatifs à la rentrée universitaire se fera par voie électronique».
Dans le cadre de la modernisation de l'université algérienne et dans le but d'en faire un incubateur d'innovation, de progrès et d'économie de la connaissance, les établissements universitaires ont été dotés, cette année, de «l'université des sciences de la santé, outre le renforcement du réseau de la formation, à travers l'introduction d'une Licence en anglais médical», a fait savoir le ministre. Cette nouvelle rentrée verra également l'introduction de 50 nouvelles offres de formation dont 14 au profit des titulaires de Baccalauréat série «lettres», en vue de leur offrir des opportunités d'emploi dans des domaines liés au secteur économique, a-t-il précisé. L'université a aussi bénéficié cette année de nouvelles spécialités en Master à l'instar de la spécialité liée aux «drones», en plus d'un Doctorat orienté dans les domaines de «conception et fabrication de puces électroniques», «agriculture de développement et élevage», et «informatique quantique», a-t-il ajouté. M. Baddari a, par ailleurs, procédé à la distinction des étudiants lauréats du concours universitaire mondial des mathématiques tenu récemment en Bulgarie avec la participation de 73 universités internationales et de 343 étudiants, qui ont remporté deux (2) médailles d'argent, deux en bronze et un classement honorable.

A LA DÉCOUVERTE DE LA VILLE D'ORAN

Les enfants de la communauté nationale à l'étranger renouent avec leurs racines

En cette journée ensoleillée du début août, les rires de 46 enfants venus de France résonnent entre les vieux murs des arènes d'Oran, à l'occasion d'une visite guidée organisée dans le cadre d'un camp de vacances initié par la Grande mosquée de Paris, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse. Agés de 10 à 14 ans, ces jeunes issus de la communauté algérienne établie à l'étranger séjournent, depuis une douzaine de jours au centre des vacances de Cap Faclon, dans la daïra d'Aïn El-Turck. Ils sont là pour passer des vacances, mais aussi pour découvrir le patrimoine national, renforcer leur lien avec le pays de leurs origines et raviver leur attachement culturel et identitaire. Lundi, les enfants ont participé à une grande excursion culturelle dans la ville d'Oran. Le programme de la journée : visite des arènes d'Oran, promenade sur le front de mer et halte symbolique au niveau de la place du 1er Novembre. A chaque étape, les animateurs et guides locaux leur racontent l'histoire de ces lieux emblématiques, avec des mots simples, des anecdotes et parfois des chansons populaires que certains enfants fredonnaient timidement, comme un souvenir lointain qui refait surface.
"L'objectif est que ces enfants découvrent l'Algérie autrement. Pas seulement à travers les vacances en famille, mais aussi par la culture, le patrimoine et la mémoire collective", explique Azzedine Adef, accompagnateur des enfants, désigné par la Mosquée de Paris. "Ce sont des enfants nés à l'étranger, souvent très attachés à leur identité, mais qui manquent parfois de repères concrets", a-t-il ajouté. Pour Merouane, 12 ans, venu de Paris, cette sortie a été impressionnante. "Je savais qu'Oran était une ville importante, mais je ne savais pas qu'il y avait autant d'histoire ici. J'ai envie d'y revenir avec mes parents", dit-il. Au-delà de l'aspect touristique, l'objectif de ce camp de vacances est clair : reconnecter les enfants de la diaspora algérienne à leur pays d'origine, renforcer leur lien affectif avec la terre de leurs ancêtres et leur offrir l'opportunité de comprendre de la découvrir, explique pour sa part Si Kaddour Sid-Ahmed, directeur du centre des vacances à Cap Falcon.
D'autres excursions ont été organisées pour ces enfants, notamment au Fort de Santa Cruz, à la corniche oranaise, ainsi qu'à Tlemcen, ville des arts et de la spiritualité. Le programme sera clôturé, ce mardi, avec une sortie shopping à Haï Akid Lotfi pour permettre aux enfants d'acheter des souvenirs avant leur retour.